



# IDENTIFIER LES OBSTACLES ET LES OPPORTUNITES:

Les femmes maliennes partagent leurs opinions sur leurs rôles sociaux,  
civils et politiques

Résultats obtenus auprès des groupes féminins de discussion à travers le Mali

Recherche effectuée Avril 22-26, 2014  
Publiée Juillet 2014

Andrea L. Levy

L'Institut National Démocratique pour les Affaires Internationales





Ce rapport de l'Institut National Démocratique (NDI) a été rendu possible grâce au généreux soutien de l'Ambassade Royale du Danemark. Il reflète l'interprétation et l'analyse de l'auteur des opinions des différents groupes de citoyennes. L'analyse ne reflète pas nécessairement les opinions de l'ambassade du gouvernement Danois.

Les questions concernant le contenu de ce document doivent être adressées au NDI Mali : +223 20 22 33 16.

Copyright © National Democratic Institute 2014. Tous droits réservés. Des extraits de cet ouvrage peuvent être reproduits et/ou traduits pour des objectifs non-commerciaux à condition que NDI soit reconnu et cité comme auteur du document et que l'organisation reçoive des exemplaires de toute traduction éventuelle.

Photo de Couverture: Association Valmy, 2007

Photo de quatrième de couverture: Ferdinand Reus, 2008





# IDENTIFIER LES OBSTACLES ET LES OPPORTUNITES: Les femmes maliennes partagent leurs opinions sur leurs rôles sociaux, civils et politiques

Résultats obtenus auprès des groupes féminins de discussion à travers le Mali

Recherche effectuée Avril 22-26, 2014  
Publiée Juillet 2014

Andrea L. Levy

L'Institut National Démocratique pour les Affaires Internationales

## Sommaire

I.	L'Institut National Démocratique .....	3
II.	Remerciements .....	4
III.	Préface .....	5
IV.	Carte du Mali.....	9
V.	Synthèse .....	10
VI.	Principales Conclusions.....	17
VII.	Conclusions et Recommandations.....	47
	Annexe A: Provenance des Groupes de Discussions et Leur Profils Démographiques .....	50
	Annexe B : Guide d'Entretien de Modératrice .....	52
	Annexe C : Au Sujet de l'Auteur.....	58

# I. L'INSTITUT NATIONAL DEMOCRATIQUE

L'Institut National Démocratique (NDI) est une organisation à but non-lucratif, non-partisane, non-gouvernementale qui répond aux aspirations des peuples à travers le monde, de vivre dans des sociétés démocratiques qui reconnaissent et soutiennent les droits de l'Homme. Depuis sa création en 1983, NDI et ses partenaires locaux ont travaillé ensemble pour soutenir les institutions et pratiques démocratiques, en renforçant les capacités des partis politiques, des organisations citoyennes et des parlements, mais aussi en aidant à la tenue d'élections libres et transparentes. Le NDI et ses partenaires locaux œuvrent également à la promotion de la participation citoyenne ainsi qu'à une plus grande transparence et responsabilisation au sein des gouvernements. Avec des équipes et des bénévoles spécialistes des questions politiques dans plus de 100 pays, NDI rassemble des individus et des groupes afin de partager des idées, du savoir, des expériences ainsi que des expertises. Nos partenaires sont exposés aux meilleures pratiques qui existent dans le secteur du développement démocratique international, et qui peuvent ensuite être adaptées aux besoins et réalités de leur pays. L'approche multinationale de NDI envoie un message clair que bien qu'il n'y ait pas un seul modèle démocratique, certains principes fondamentaux sont partagés par toutes les démocraties. Le travail de l'Institut maintient les principes ancrés dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. L'Institut encourage aussi le développement de voies institutionnelles de communication entre les citoyens, citoyennes, les institutions politiques et les élu(e)s, et renforce leurs capacités pour améliorer la qualité de vie de tous les citoyens et citoyennes. Pour en savoir plus sur NDI, veuillez consulter [www.ndi.org](http://www.ndi.org).

Cette étude a été menée grâce au soutien financier de l'ambassade Royale du Danemark au Mali dans le cadre du programme NDI « l'intégration du Genre dans les processus politique et électoral », un programme de 30 mois, de juillet 2013 à septembre 2014. Le Programme vise à promouvoir la participation des femmes dans la vie publique en intégrant les questions les concernant dans les processus électoral et politique pendant la période de transition et permet ainsi aux femmes maliennes de participer en tant que électrices et /ou candidates efficacement aux élections en 2013-2014.

## II. REMERCIEMENTS

NDI est reconnaissant aux femmes et filles maliennes qui ont partagé leur temps et leurs perspectives pour cette étude. Consultante Andrea L. Levy, chargée de programme du NDI Lindsay Robinson, et NDI/Mali Resident Program Manager Genre, Adiza Lamien Ouando ont joué un rôle de premier plan dans la conception de l'étude et Mme Adiza Lamien Ouando a supervisé la recherche sur le terrain.

L'Institut exprime sa gratitude au: Directeur Résident du NDI/Mali, Badié Hima, qui a fourni le leadership sur le terrain, et NDI/Mali Manager Administratif et Financier Maïga Fatoumata Touré, qui a soutenu l'organisation logistique sur le terrain. Que l'ensemble des autres collègues du NDI Mali, trouvent ici la reconnaissance de leur soutien et de leur disponibilité.

Aux points focaux régionaux du NDI et aux personnes ressources, aux chauffeurs qui ont permis la collecte de ces informations dans les différentes Régions et le District de Bamako, le NDI adresse également ses remerciements.

NDI remercie aussi les modératrices dont les noms suivent, qui ont fait un excellent travail de facilitation et d'élaboration de rapports:

Aminata Joséphine Arama	Hawa Sémèga
Batoma Doumbia	Houryata Diarra
Coulibaly Fatouma Coumaré Sangaré	Maïga Hamsatou
Daoulata Amadou Haidara	Maimouna Dioncounda Dembélé
Diallo Djénèba Boro	Mariam Toure Keita
Gnagna Sene Sanogo	Ruth Coulibaly

A Dembélé Oulematou Sow, Présidente de la Fédération Nationale des Collectifs d'Organisations Féminines du Mali (FENACOF-MALI) et les femmes membres dont la collaboration a permis la simulation des discussions de focus group, NDI exprime sa gratitude. En effet, les femmes membres de la Fédération ont été les participantes à un groupe de discussion pour tester le guide d'entretien et permettre aussi de voir les trois modératrices en situation réelle et apporter les améliorations nécessaires.

En outre, les collègues suivants de NDI/Washington ont fourni des conseils et un appui au processus de recherche et à ce rapport : NDI Program Manager Lindsay McMahon; NDI Program Assistant Gina Chirillo; NDI Project Assistant Allison Grossman, NDI Project Assistant Mickael Testa et NDI Program Manager for Women's Political Participation Caroline Hubbard.

NDI est particulièrement reconnaissant à l'Ambassade Royale du Danemark, dont le soutien a permis le NDI de réaliser cette recherche et rapport.



### III. PREFACE

Le Mali a dû surmonter des obstacles sécuritaires, politiques, institutionnels et administratifs, mais a pu organiser avec succès les deux tours de l'élection présidentielle les 28 juillet et 11 août 2013. Ces élections représentaient les premiers pas vers le retour à l'ordre constitutionnel après le Coup d'Etat de mars 2012. Une junte militaire avait pris le pouvoir par la force et avait renversé le Président démocratiquement élu, et l'instabilité générale qui avait suivi, avait reporté l'organisation d'élections présidentielle et législatives. Peu de temps après son entrée en fonction, Ibrahim Boubacar Keita, le nouveau Président élu, fixa les dates pour les élections législatives auxquelles à peu près 38 % de la population ont participé.

Malgré le fait que les femmes représentent 53 % des électeurs présents dans les bureaux de vote<sup>1</sup>, elles continuent à être sous-représentées au sein du Gouvernement, à la fois en termes de nombre d'élues mais aussi dans la participation aux politiques et législations gouvernementales. Seulement 14 % ont été élues au parlement, représentant 9.5% des députés, ce qui est en dessous des 15 femmes élues députées en 2007. Certaines lois accentuent la limitation des droits des femmes ainsi que leur participation politique. Adopté en 2011, le Code des Personnes et de la Famille stipulait alors que les femmes étaient tenues d'obéir à leur maris, que les hommes étaient les chefs de famille, enfin que l'âge légal du mariage était de 16 ans pour les filles et 18 ans pour les garçons.

Par ailleurs, les programmes des partis politiques comprennent rarement une approche systématique ou élaborée pour aborder les préoccupations politiques des femmes.

Cette étude se base sur 12 groupes de discussion qui se sont déroulés du 22 au 26 avril 2014, ces groupes étaient composés de 118 participantes à travers 8 Régions ainsi que le District de Bamako. Cette étude a été conçue dans le but d'aider les leaders des partis politiques, les représentants élus et les hauts fonctionnaires à mieux comprendre les attitudes et opinions des femmes relatives aux priorités des politiques publiques, mais aussi à évaluer les obstacles qui empêchent l'inclusion des femmes dans le processus politique. NDI pense qu'en comprenant ces attitudes et opinions, les leaders politiques seront mieux informés et plus à même de prendre en compte les préoccupations des femmes dans leur politiques. Le NDI compte disséminer les conclusions et recommandations de cette étude auprès des différents partis politiques et aux leaders gouvernementaux en amont des élections communales anticipées en 2015. Cette action vise également à encourager les partis politiques à intégrer les préoccupations des femmes dans leur campagne politique et à prendre des positions sur ses questions une fois élus.

**La Méthodologie Qualitative.** La méthodologie utilisée dans cette étude est qualitative donc pas un sondage ou une enquête d'opinion. Le but de méthodes quantitatives telles que

---

<sup>1</sup> D'après les conclusions du groupe national d'observation Réseau d'Appui au Processus Electoral au Mali (APEM) qui a déployé des observateurs dans toutes les Régions du Mali pendant les élections de 2013, les statistiques sont difficilement vérifiables, de plus les observateurs étaient principalement concentrées dans les zones urbaines.

les sondages ou les enquêtes est de mesurer l'opinion. Dans le cadre d'une méthode qualitative, tels que les groupes de discussions utilisés dans cette étude, le but est de comprendre l'opinion et plus particulièrement les significations, les raisons et les motivations qui sous-tendent les opinions des participants. Cette méthodologie permet aussi de collecter des opinions plus subtiles et affinées qu'il ne serait possible dans un sondage, mais aussi permet d'avoir un aperçu de l'effet des dynamiques de groupe sur les opinions des uns et des autres. Ce type d'information en profondeur aide le Gouvernement, les leaders politiques et les décideurs politiques à mieux comprendre comment les participantes perçoivent des questions importantes ; cela permet en outre d'offrir des indices sur comment aborder les perceptions erronées ou construites sur un socle d'opinions prédéfinies. Malgré l'effort consenti pour mettre en place des groupes représentatifs des femmes maliennes, les citoyennes dans cette étude n'ont pas été sélectionnées sur la base d'un échantillon aléatoire comme c'est le cas pour des enquêtes d'opinion ou des sondages. C'est pourquoi les conclusions ne sont pas généralisables à l'ensemble de la population et ne peuvent servir d'instruments de mesure pour l'attitude des citoyens. Cependant, elles donnent une idée des grandes tendances, des besoins des femmes maliennes dans leur soif de droits et de participation aux affaires publiques et politiques et d'un meilleur statut dans la société.

**La Structure et Composition des Groupes de Discussion.** Les groupes de discussion sont semi-structurés et animés par une modératrice, qui suit le canevas d'un guide d'entretien prédéfini. Dans ce cas, les femmes maliennes (professionnellement formées) sont recrutées, formées et engagées par le NDI Mali dans le cadre d'une courte mission de recherche. Elles ont toutes suivi une formation sur comment mener une discussion de manière neutre et non-directive. Les groupes étaient composés de participantes venant des 8 Régions du Mali ainsi que du District de Bamako ; cette composition permet de prendre en compte la diversité géographique, ethnique, linguistique et religieuse du Mali. Les groupes de discussion ont eu lieu dans les Régions de Gao, Kayes, Koulikoro, Ségou, Sikasso et Mopti, dans le District de Bamako, et spécifiquement dans les villes de Koutiala, San, Bandiagara, Mopti, Kayes, Kita, Koulikoro et Bamako Centre et dans un quartier périphérique. Dans chaque Région, chaque groupe reflétait l'ethnie dominante de la Région. L'un des groupes à Bamako comprenaient des femmes déplacées venant du Nord dans le but d'intégrer les voix des personnes déplacées dans l'étude. Le groupe de discussion à Gao (qui comprenait des participantes de Tombouctou et Kidal ainsi que Gao) étaient divisées par groupe ethnique (Tamasheq et Sonrhāi) en raison de la sensibilité de la situation politique au Nord.<sup>2</sup> Pour faire en sorte que chaque participante puisse exprimer librement ses opinions, les discussions étaient organisées autour de groupes homogènes. Les groupes étaient divisés en deux catégories d'âges – 18-35 et 36 et plus âgées – et à un degré moindre en groupes différenciés par rapport à leur niveau d'éducation, l'objectif principal étant d'assurer que chaque groupe partage un niveau d'éducation relativement similaire. Deux groupes de discussions ont concernés des jeunes femmes chrétiennes pour prendre en compte la pluralité religieuse du Mali.

---

<sup>2</sup> Les deux groupes à Gao comprenaient des participantes venant de Tombouctou et Kidal ainsi que de Gao. Les participantes étaient amenées à Gao pour les discussions en raison de l'insécurité dans ces Régions pendant la période de l'étude. Toutes les femmes Tamasheq étaient de Kidal, alors que cinq des femmes Sonrhāi venaient de Gao, et cinq autres de Tombouctou.

Les modératrices ont travaillé en équipe de deux, avec une responsable et une preneuse de notes. Les sessions étaient aussi enregistrées sur bande sonores et ensuite transcrites en français. (Les participantes avaient reçues la garantie que leurs commentaires ne leur seraient pas attribués en nom propre.) Les discussions étaient menées en français ou dans la langue locale quand cela était nécessaire, et les transcriptions étaient rédigées en français, donc les citations incluses en bas sont des traductions. La plupart des groupes étaient constitués de dix participantes pour des discussions durant entre trois et quatre heures.

Les participantes qui présentaient les critères démographiques appropriés (groupe ethnique, âge, éducation, religion) pour chaque groupe ont été identifiées par les organisations de la société civile (OSC) partenaires de NDI présentes dans chaque Région. Les partenaires de l'OSC ont reçu pour consigne d'utiliser une méthode modifiée d'échantillonnage en « boule de neige »<sup>3</sup> pour réduire les chances de recruter des activistes sociales ou des collègues travaillant pour des OSC.

A moins d'avoir été spécifiquement indiqué, les conclusions présentées dans cette étude représentent des vues communément et fréquemment citées par les participantes durant les discussions. Les opinions des minorités existent et sont mises en valeur dans ce rapport lorsqu'elles sont significatives ou illustrent une opinion différente. Les lieux des groupes de discussion et les profils démographiques des participantes sont consultables à la fin du rapport et doivent être consultés afin d'avoir une idée précise sur la qualité des différentes personnes qui ont participé à cette étude.

**Un Aperçu de l'Opinion Publique.** N'importe quelle recherche sur l'opinion publique, y compris les groupes de discussions, n'est qu'un aperçu de l'opinion publique au moment où la recherche est effectuée. L'opinion publique est dynamique et évolue en fonction des réactions de la population à des événements majeurs, et cela est d'autant plus vrai dans des environnements qui impliquent la formation d'accords paix. C'est pourquoi, les conclusions de ce rapport représentent seulement les opinions des participantes au moment de la recherche (avril 2014). Après avoir complété le travail de terrain, la situation concernant le processus de paix et la réconciliation a évolué (dont un attentat à Kidal et des accords signés avec les groupes rebelles). Ainsi, les attitudes et opinions des participantes exprimées durant les groupes de discussion peuvent entre temps avoir changé.

**Les Perceptions des Participantes.** Les perceptions des participantes dans les groupes de discussions, ou dans n'importe quelle recherche sur l'opinion publique, ne reflètent pas nécessairement de manière exacte la situation ou les événements associés à la situation. Fréquemment, les gens se basent sur des faits erronés et forment leurs opinions et lecture du monde à partir de ces informations plus ou moins fondées. Néanmoins, il y a un intérêt et une valeur attachée à l'étude des perceptions humaines. Les citoyens et les citoyennes prennent des décisions basées sur ce qu'ils/elles croient. Sans une connaissance approfondie de ces perceptions, les décideurs politiques et autres acteurs politiques ne seront pas capables

---

<sup>3</sup> La méthode d'échantillonnage en « boule de neige » est une technique non-aléatoire d'échantillonnage où les sujets de l'étude sont recrutés de futurs sujets parmi leurs connaissances. Le groupe échantillon se développe telle une boule de neige. Dans ce cas précis, les partenaires de l'OSC reçurent la consigne de recruter des participantes qui n'étaient pas été impliquées dans leur organisations.

de les traiter en conséquence. C'est pourquoi, l'objectif de cette recherche est de rapporter les perceptions et opinions des participantes, indépendamment de leur exactitude factuelle, aux leaders politiques, de la société civile ainsi qu'à la communauté internationale afin qu'ils puissent mieux comprendre répondre aux préoccupations des femmes.

**Les Influences Extérieures.** Les autorités locales ont été informées des activités de recherche avant qu'elles ne commencent, mais tous les efforts ont été faits pour assurer qu'il n'ait pas d'influence indue exercée sur les participantes. Le guide d'entretien pour les groupes de discussion n'a pas été dévoilé aux autorités avant d'être transmis aux groupes. De plus, les discussions se sont tenues dans des salles privées où les participantes jouissaient d'une totale confidentialité même dans le cas où la discussion a eu lieu dans un local public. Dans cette étude, il n'y a pas eu de cas où les conclusions d'un ou plusieurs groupes diffèrent radicalement de la tendance générale, ce qui signifie que même s'il y a avait eu des influences locales, celles-ci n'ont pas eu d'effet sur la recherche.

Cette étude vise à aider les décideurs politiques à mieux comprendre les opinions des citoyens puisqu'ils prennent des décisions importantes qui influenceront l'avenir du pays. NDI se réjouit de pouvoir partager les opinions des participantes avec les partis politiques, les hauts fonctionnaires et autres acteurs clés dans le cadre de travaux politiques qui prennent sincèrement en compte les opinions et aspirations des citoyennes maliennes.

## IV. CARTE DU MALI



Cette carte est représentée à des fins explicatives et n'implique pas l'approbation de ces frontières géographiques

Source: [www.un.org](http://www.un.org)

## V. SYNTHÈSE

Cette recherche qualitative sur l'opinion publique examine les opinions des femmes et des filles maliennes au sujet de leur participation au sein de la vie sociale, civile et politique malienne. Les conclusions de l'étude sont tirées de 12 discussions de focus group menées du 22 au 26 Avril 2014 avec des participantes venant de huit Régions<sup>4</sup> ainsi que du District de Bamako. Au total 118 femmes maliennes ont participé à l'étude. Chacune des conclusions ci-dessous est examinée plus profondément dans la section des *Principales Conclusions* du rapport, où les transcriptions des déclarations des participantes sont incluses afin d'éclairer les lecteurs et lectrices sur leurs opinions sur les questions clés mis en évidence dans ce document.

### I. Perspectives Générales

- **Les problèmes économiques sont la cause principale du mécontentement des conditions de vie au Mali. Certaines participantes font mention de leurs inquiétudes vis-à-vis du manque d'attention de la part des responsables politiques par rapport aux problèmes citoyens et des citoyennes.**<sup>5</sup> Certaines sont inquiètes de l'état des processus de paix et réconciliation ou du système éducatif alors que d'autres mettent en avant des signes d'améliorations dans ces domaines. Les difficultés économiques sont entête de la liste des préoccupations des participantes, les plaintes concernant le coût élevé de la vie (alimentation, logement, terre) et le manque des possibilités d'emploi. En outre, certaines participantes attirent l'attention sur les problèmes de la classe politique (au niveau local et national) comme raison de leur pessimisme. Elles se plaignent que l'ordre politique ne tienne pas compte des préoccupations des citoyens, ne respecte pas ses promesses, et s'engage dans la corruption et le favoritisme.

Pour certaines participantes, il existe d'autres éléments en dehors de l'économie et de la gouvernance politique qui contribuent à une perspective peu optimiste. Certaines soulignent les problèmes de prestation de services. Le manque d'infrastructures d'approvisionnement en eau potable (accompagnée d'une pluie dérisoire) est particulièrement problématique à Bandiagara et San, tandis que les femmes et filles résidant à Bamako se plaignent du manque d'électricité et des coupures périodiques du courant.

Certaines participantes (en particulier celles dans les Régions du Nord) ont une vision critique des processus de paix et de réconciliation, citant la situation sécuritaire instable au nord, les signes menaçants de la reprise de la guerre, et une population déchirée par les incompréhensions et les désaccords. D'autres offrent une évaluation plus optimiste, notant la cessation de la plupart des hostilités et les débuts prometteurs du processus de reconstruction et de réconciliation.

---

<sup>4</sup> Voir la note de page en p. 6 sur la composition du groupe de Gao.

<sup>5</sup> C'était des évaluations spontanées. Plus tard lors de la discussion, après que le modérateur ait soulevé la question, le manque d'attention de la classe politique émergea comme un sujet majeur parmi les participantes.

De plus, certaines participantes soulignent des problèmes au niveau du système éducatif (le coût, les grèves, la non-fréquentation des élèves), même si d'autres ont noté des améliorations dans le système (sans offrir plus de détails). En tant que tel, il semble que les opinions sur l'éducation dépendent des lieux géographiques des participantes. Une minorité de participantes citent d'autres développements positifs dans le pays tels que les efforts du Président pour mettre fin à la corruption.

## II. Le Rôle des Femmes dans la Vie Sociale, Civile et Politique

- **Deux des défis principaux auxquels les femmes ont à faire face au Mali et mentionnés par les participantes se situent dans la difficulté à trouver un emploi bien rémunéré en raison du manque d'éducation et d'autres facteurs contraignants tel que le faible taux de représentation féminine au sein du gouvernement.** Les participantes disent qu'elles sont dans une impasse – elles devraient contribuer aux finances de la famille en conséquence du niveau élevé du chômage et du sous-emploi chez les hommes, alors que leurs opportunités de gagner de l'argent sont strictement limitées. Les obstacles comprennent le manque d'éducation, les croyances traditionnelles qui influent négativement sur la capacité des femmes à avoir des compétences professionnelles, même quand elles sont diplômées, et la difficulté d'accéder au crédit. De plus, certaines notent le faible taux de représentativité des femmes dans les Conseils Communaux et au Gouvernement comme un défi pour les femmes du Mali. Sans un nombre important de femmes aux postes de leadership politique, elles disent que les problèmes auxquels font face les femmes ne seront pas résolus.
- **Il y a un consensus unanime sur la pertinence de l'engagement des femmes dans les organisations de la société civile et les participantes reconnaissent les bénéfices qu'elles peuvent retirer de cet engagement.** Elles disent que la participation au sein de la société civile permettra aux femmes d'acquérir des compétences, d'échanger des idées, d'avoir accès à une aide technique et financière, de défendre leurs droits et enfin d'avancer sur le front politique.
- **Les femmes ont fait des progrès au niveau de la réalisation de l'égalité des droits, mais il reste encore beaucoup de travail à faire en particulier dans les domaines de l'éducation, du travail et la vie politique, d'après les participantes.** Elles soulignent certains domaines où elles pensent que les femmes ont plus de possibilités et d'avantages qu'auparavant, tels que le droit d'occuper des postes de responsabilité au sein de la société civile et du Gouvernement (même si, comme indiqué ci-dessus, elles se sentent sous-représentées dans le domaine politique), de créer et d'adhérer aux associations, d'avoir accès au microcrédit afin de démarrer leurs propres entreprises (bien que, comme cité ci-dessus, elles notent qu'il est difficile d'avoir les qualifications des prêts), et d'avoir accès aux soins de santé améliorés. Certaines notent également que grâce à des campagnes de sensibilisation, certains hommes donnent plus de liberté à leurs épouses. Cependant, elles précisent un nombre de domaines où les hommes gardent un avantage, y compris l'éducation, le travail, la vie politique, la propriété foncière ou les droits d'héritage, autant que la

prise de décision dans le cadre du mariage. La majorité des participants veulent que les femmes puissent terminer leurs études, avoir accès aux opportunités d'emploi et de financement, et jouer un rôle plus important dans le système politique malien. Elles veulent également que les hommes reconnaissent des capacités égales aux femmes et qu'ils acceptent pleinement que les femmes font partie du milieu professionnel, même aux postes de direction.

- **Les femmes ont le potentiel et la capacité d'être des leaders et d'être élues, mais elles sont freinées par les craintes des hommes, les pesanteurs socio-culturelles, le manque de financement et le manque de confiance en elles-mêmes.** Les participantes expriment un soutien unanime pour toute initiative augmentant l'accès des femmes aux postes électifs et nominatifs au niveau local et national. Elles disent que les femmes sont mieux préparées que les hommes à comprendre et à défendre les préoccupations des femmes, mais également qu'elles sont plus enclins à se soucier des préoccupations de tous les citoyens et de travailler pour les soulager. Toutefois elles estiment que les attitudes de certains hommes et les pesanteurs socio-culturelles en général agissent comme un frein aux ambitions des femmes. Par exemple, elles croient que certains hommes n'aiment pas l'idée que les femmes soient des leaders et ils ne veulent pas que les femmes soient placées à un niveau hiérarchique supérieur. Aussi, ils créent des obstacles sur le chemin et freinent leurs efforts d'émancipation et d'ascension. En outre, elles notent qu'il est difficile pour les femmes d'assister aux réunions le soir car la société juge négativement l'absence d'une femme de son foyer à la tombée de la nuit. Certains hommes ne veulent pas que les femmes quittent la maison pour y assister, et les femmes doivent garder des enfants et se plier aux tâches ménagères. Elles disent également que les femmes peuvent être ennemies des femmes lorsqu'elles s'approprient les préjugés qui prévalent contre les femmes, et donc mettent en doute les compétences des femmes leaders. Par ailleurs, elles abandonnent leurs efforts trop rapidement parce qu'elles manquent de confiance en elles-mêmes. Elles font part aussi que le manque de ressources financières contraignent leur éventuel engagement en politique.
- **Les participantes croient que les femmes devraient avoir un taux de représentation au Gouvernement local et national beaucoup plus élevé que le taux actuel. La plupart des participantes sont en faveur de la mise en place d'un quota pour assurer un pourcentage plus élevé de femmes représentées dans les instances politiques.** En ce qui concerne leurs notions de «pourcentage idéal» des femmes au Gouvernement pour qu'il soit représentatif et efficace, la grande majorité est à la recherche de la parité. Les réponses vont de 20% à 80%, avec une moyenne entre 40 % et 60 %. La plupart des participantes sont en faveur de lois qui faciliteraient l'accès des femmes de manière compétitive aux élections afin d'atteindre un pourcentage «idéal» de positions d'élues. Elles pensent que sans des lois, les femmes ne seront pas en mesure de faire des progrès suffisants. Cependant, une petite minorité a des réserves sur la notion de quota. Elles croient que les femmes ont les mêmes chances que les hommes d'être élues et que le seul critère pour l'élection qui doit être pris en considération est celui de la compétence.

### III. Les Partis Politiques



- **Les participantes ont des préjugés négatifs sur les partis politiques et considèrent que les partis n'accordent pas suffisamment d'attention ni aux femmes candidates ni aux intérêts des femmes.** Lorsque les participantes sont interrogées sur leurs perceptions des partis politiques, les thèmes les plus souvent cités sont la corruption, la malhonnêteté, l'incapacité à respecter ses promesses ou à trouver des solutions, l'égoïsme, la discorde et la division. Elles constatent que les partis accordent une attention aux candidates seulement dans le but d'attirer et de mobiliser le vote féminin. Elles pensent que certains hommes ne mettront jamais les femmes à la tête de listes électorales parce qu'ils ne veulent pas qu'elles soient élues en lieu et place des hommes. Certaines participantes croient que les partis n'abordent jamais publiquement les questions des femmes. D'autres disent que les partis parlent des priorités des femmes pendant les campagnes afin d'attirer leurs votes puis abandonnent et ignorent leurs préoccupations une fois leurs candidats élus.

#### IV. Le Vote et la Gouvernance

- **Les participantes sont largement au fait de la procédure de vote, de plus la grande majorité d'entre elles participe aux scrutins en considérant l'acte de voter comme un devoir citoyen (une indication qu'elles n'ont pas perdu la foi dans le processus démocratique malgré le mécontentement par rapport au partis politiques même si certain citoyens au nord expriment plus de cynisme par rapport au processus).** La grande majorité des participantes pouvait expliquer les différentes étapes du vote en affirmant qu'elles votent régulièrement.<sup>6</sup> Beaucoup disent qu'elles votent pour exercer leurs droits en tant que citoyennes. Une petite minorité déclare qu'elles basent leurs choix de vote en fonction des gains qu'elles peuvent retirer de l'élection d'un candidat ou des cadeaux qu'elles reçoivent de la part du candidat pendant la campagne.
- **Les participantes estiment que la communication avec un représentant d'un parti politique ou un fonctionnaire les intimide et débouche rarement sur un résultat positif.** Plusieurs disent qu'elles n'ont jamais essayé de s'adresser à un agent public parce qu'elles sont intimidées, ou elles supposent qu'elles seront ignorées, ou elles croient qu'il fera des promesses qui ne seront pas respectées. Certaines ont fait des tentatives, mais elles les décrivent comme stériles. En revanche, certaines participantes à Koulikoro et Bamako (Banconi) semblent encouragées par des contacts qu'elles ont déjà eus avec des agents publics.
- **Les participantes ont des opinions variées sur la façon dont le Gouvernement prend en compte leurs préoccupations. En ce qui concerne l'Assemblée Nationale, la plupart des participantes pensent qu'il est trop tôt pour juger l'actuelle Assemblée Nationale<sup>7</sup>, mais elles pensent que les Assemblées**

---

<sup>6</sup> Il y avait quelques femmes qui venaient juste d'avoir 18 ans après les élections et donc n'ont pas eu encore l'opportunité de voter.

<sup>7</sup> L'Assemblée Nationale était au pouvoir que depuis seulement quelques mois au moment des entretiens sur le terrain (janvier 2014).

**Nationales précédentes n'étaient pas réceptives aux besoins et désirs des femmes. Les participantes étaient presque toutes d'accord dans leurs évaluations négatives concernant la réactivité des autorités communales.** La plupart des participantes estiment que le Gouvernement n'a pas encore pris de mesures concrètes pour travailler sur les questions qui les préoccupent, et elles notent qu'il n'y a pas beaucoup de femmes dans le gouvernement. Certaines sont dans une position d'attente, tandis qu'une minorité est satisfaite du travail du Gouvernement, citant des initiatives contre la corruption, la lutte contre le chômage des jeunes, une amélioration du niveau de communication entre le gouvernement et les citoyens, et des initiatives dans le secteur de la santé.

La plupart des participantes hésitent à juger la performance de l'Assemblée Nationale parce qu'elle vient juste de s'installer, mais elles expriment du cynisme à propos des Assemblées Nationales antérieures, en se plaignant qu'elles ne prêtent aucune attention aux préoccupations des femmes et qu'une fois que les députés étaient élus, ceux-là ne remplissaient pas leurs promesses.

En ce qui concerne leurs Conseils Communaux, plusieurs participantes soulignent les promesses non tenues et les conditions terribles à l'échelle communautaire (par exemple, les gouttières jonchées de débris, les rues inondées) qui n'ont pas été traitées par les autorités. De plus, beaucoup de participantes accusent leurs autorités locales d'engager des actions sur la base du népotisme et du favoritisme dans l'allocation des financements, la mise en place de projets, ou la distribution de ressources.

- **Les participantes préconisent trois stratégies différentes pour encourager les femmes à influencer les acteurs gouvernementaux sur les questions concernant les femmes: la tenue de réunions directes avec les responsables d'un projet spécifique; mener une campagne de sensibilisation du public afin de mobiliser les femmes pour plaider leurs besoins; et l'utilisation du vote pour ne pas renouveler le mandat d'élus qui ne répondent pas à leurs attentes.** Elles suggèrent que les réunions en groupes seraient plus efficaces que les réunions individuelles, sûrement au vu du scepticisme exprimé plus haut par rapport aux difficultés d'attirer l'attention des décideurs politiques. En outre, certaines suggèrent de cibler des femmes leaders car elles seraient plus susceptibles d'entendre les préoccupations des femmes. En ce qui concerne la sensibilisation publique afin de rendre visible les préoccupations des femmes et réfléchir à une meilleure façon de les aborder, elles préconisent la publication d'articles, la création de programmes télévisuels, l'élaboration de campagnes de sensibilisation à l'échelle nationale, l'organisation d'ateliers et de conférences, et l'organisation de manifestations ou d'autres événements de large envergure. Enfin, elles affirment clairement leur intention de ne pas voter pour les élus qui ne répondent pas à leurs attentes.

## V. La Paix et la Réconciliation

- **Les participantes qui viennent du nord (y compris les femmes déplacées internes) sont mieux informées sur le processus de paix et de réconciliation**

mais elles sont plus pessimistes que les autres au regard de l'avancement de ces processus. Pourtant, indépendamment du niveau d'optimisme, toutes les participantes croient que le Gouvernement doit augmenter ses efforts afin d'aller vers une résolution complète et définitive du conflit.<sup>8</sup> Toutes les participantes expriment un désir ardent pour la paix et une solution définitive au conflit. Elles craignent que le conflit puisse s'accroître vers le sud. Plusieurs recommandent de traiter la source du conflit et de continuer à sensibiliser les deux parties en faveur de la paix et de la réconciliation. Certaines incluent des mises en garde, précisant qu'elles veulent maintenir l'intégrité territoriale du Mali et que les rebelles doivent comprendre que «le pays appartient à nous tous». Certaines mettent l'accent sur la nécessité de renforcer l'armée, en donnant aux troupes une formation et des salaires adéquats mais aussi d'augmenter le contingent de soldats.

- **Les participantes pensent que les femmes, les chefs religieux et les jeunes doivent être inclus dans le processus de paix et réconciliation.** Elles sont unanimes pour dire que les femmes sont des médiatrices compétentes qui se concentrent sur la paix, et quand elles s'engagent, rien ne peut les empêcher de parvenir à leur but. Elles notent que les femmes peuvent exercer une influence considérable sur leurs familles et leurs communautés. De plus, elles constatent que les femmes méritent de jouer un rôle, car elles ont été fortement touchées par le conflit. Certaines disent que sans la participation des femmes, la paix ne peut pas être atteinte. Les participantes suggèrent que les femmes peuvent organiser des réunions axées sur le dialogue et la réconciliation ainsi que prendre part aux négociations. Elles croient également que les femmes peuvent aider à prévenir la reprise du conflit en adoptant le rôle de donneur d'alertes aux autorités en cas d'activités suspectes. Les participantes estiment aussi qu'il est important d'inclure les leaders chrétiens et musulmans dans le processus de paix et réconciliation parce qu'ils disposent d'une autorité morale. De plus, elles disent que les jeunes doivent être impliqués, car ils sont l'avenir du pays.

## VI. Les Inquiétudes des Femmes Déplacées

- **En plus de leurs difficultés financières et des défis posés dans l'intégration sociale à Bamako, les femmes déplacées font face à des obstacles administratifs. Elles ne pensent pas que leur situation peut être améliorée sans une paix affirmée et consolidée.** Les activités génératrices de revenus familiales ont été interrompues par le conflit, donc les femmes déplacées vivant à Bamako n'ont pas les moyens de s'offrir de la nourriture et un logement convenable. Il est aussi difficile de s'intégrer à Bamako et elles rencontrent aussi des obstacles administratifs quand elles tentent de résoudre leurs problèmes. Elles pensent qu'une reconstruction complète ne peut être achevée sans un accord de paix global. Elles expriment un fort désir pour un redoublement des efforts gouvernementaux pour parvenir à une solution réelle et durable au conflit.

---

<sup>8</sup> Les groupes de discussion furent organisés avant que les groupes armés Touaregs signent l'accord d'Alger qui affirme leur volonté de dialogue avec Bamako (9 juin 2014).



## VI. PRINCIPALES CONCLUSIONS

Les conclusions présentées ci-dessous sont basées sur 12 groupes discussions menés du 22 au 26 Avril 2014. Les discussions ont eu lieu dans 10 endroits avec des participantes venant de huit (8) Régions<sup>9</sup> ainsi que du District de Bamako, et au total 118 femmes maliennes ont participé à l'étude. Les groupes de discussions étaient animés avec des femmes d'ethnies, d'âges et de niveaux d'éducation divers. Consultez le tableau géographique et démographique des participantes dans l'annexe A, pour plus d'information sur la composition des groupes. Voyez l'annexe B pour le guide d'entretien utilisé.

### I. Perspectives Générales

- 1. La majorité des participantes estiment que le Mali va dans la mauvaise direction, avec les préoccupations économiques comme facteur principal du mécontentement. Certaines pointent du doigt le manque de considération de la classe politique pour les problèmes des citoyens. Certaines participantes sont pessimistes au regard des processus de paix et réconciliation ainsi que par rapport au system éducatif, alors que d'autres montrent des signes d'améliorations dans ses secteurs.**

Les difficultés économiques sont en tête de liste des préoccupations des participantes, les plaintes concernant le coût élevé de la vie (alimentation, logement, terre) et le manque de d'opportunités d'emploi en général mais surtout pour les femmes et les jeunes. Certaines s'inquiétant de l'emploi, décrivent des pratiques d'embauche népotiste, en mettant en exergue que le fait que seuls ceux qui ont des relations peuvent trouver un emploi. Les femmes Tamasheq dans le nord déplorent l'interruption de leur travail causée par le conflit en 2012 et l'impact négatif qui en résultât sur les finances de leurs familles.

*Toute personne qui gagnait 500f avant, ne gagne pas plus que 300f aujourd'hui. La nourriture et autres qui étaient moins cher avant ne le sont plus aujourd'hui. (Jeune femme, Ségou)*

*Nous les pauvres, on ne peut pas avoir notre propre concession par manque de moyens. Si tu décides d'acheter un terrain, ils te diront un prix que tu ne peux pas avoir en 10 ans de travail. (Jeune femme, Bandiagara)*

*Si on prend le cas de Koulikoro, la seule usine HUICOMA, pourvoyeuse d'emplois, est à l'arrêt. Toutes les femmes de Koulikoro sont dans le fleuve entrain de draguer pour extraire le sable. Celles qui ne sont pas dans le fleuve, sont dans la forêt pour couper le bois. (Femme adulte, Koulikoro)*

*Pour qu'on puisse aller de l'avant, il faut abandonner le favoritisme et donner les places à ceux qui les méritent. (Femme adulte, Kayes)*

---

<sup>9</sup> Voir la note de bas de page en p. 6 pour la composition du groupe de Gao.

Certaines participantes soulignent les problèmes associés à la gouvernance (locale et nationale) qui justifient leur pessimisme, se plaignant qu'elle ne tient pas compte des préoccupations des citoyens, et ne respecte pas ses promesses en s'engageant dans la corruption et le favoritisme.

*Les promesses électorales non tenues par nos députés ... [sont un problème].* (Jeune femme, Bandiagara)

*Les partis politiques ne tiennent pas leurs promesses. Une fois élus, ils oublient leurs promesses et ne reviennent plus à la base.* (Femme adulte, Koulikoro)

En général, les femmes Tamasheq dans le nord démontrent le plus haut niveau de mécontentement au sujet des conditions actuelles dans le pays. Avec les préoccupations économiques, elles citent également les problèmes sécuritaires à Kidal et les conséquences sociales de la crise (le taux élevé de veuves et d'orphelins, la délinquance juvénile qui résulte de la fermeture des écoles).

*Nous sommes fatiguées avec la guerre. Rien ne marche. Nous sommes sans métier.*

*La charge des enfants nous revient ; on a des veuves et des orphelins.*

*La guerre nous a dispersés, nous, nos maris et nos enfants.*

Pour certaines, il existe d'autres facteurs que l'économie et les manquements de la classe politique qui contribuent aux sombres perspectives. Certaines soulignent les problèmes de prestation de services. Le manque d'approvisionnement en eau (accompagnée d'un pluviomètre insuffisant) pose un problème à Bandiagara et San en particulier, tandis que les résidents de Bamako se plaignent d'un manque d'électricité et de coupures périodiques d'électricité.

*On se réveille à 3h ou 4h du matin pour chercher de l'eau, les puits sont secs et au robinet il y'a beaucoup de coupure d'eau, donc le Mali ne progresse pas dans la bonne direction.* (Jeune femme, Bandiagara)

*Il y a des coupures intempestives du courant.* (Femme adulte, Banconi)

En ce qui concerne le processus de paix et réconciliation, certaines (notamment les Tamasheq dans le nord) ont des perspectives sombres, en citant une situation sécuritaire instable, comme dans les Régions de Kidal et de Gao, les menaces d'une reprise de la guerre, et une population déchirée par l'incompréhension et les désaccords. Elles sont convaincues que le pays ne pourra pas avancer et résoudre ses problèmes avant que le conflit soit complètement réglé. D'autres personnes font une évaluation plus optimiste, notant la cessation de la plupart des hostilités et les débuts prometteurs des processus de reconstruction et de réconciliation. Les femmes Sonrhā à Gao sont un peu plus optimistes que les femmes Tamasheqs, mentionnant l'amélioration de la sécurité ce qui leur permet une circulation plus libre que pendant l'occupation.

*Le Mali va mal, pas de sécurité, les militaires maliens n'ont pas la parole à Kidal.* (Femme Tamasheq adulte, Gao)

*Pas de sécurité à Gao. Toutes les semaines, ils lancent des rockets. N'en parlons pas de Kidal, il y a un véhicule de la MINUSMA qui a passé sur une mine avant-hier.* (Femme déplacée interne adulte, Bamako)

*Le Mali progresse dans la bonne direction car la crise qu'avait connue notre pays à travers le conflit au nord est en train d'être résolue. Les processus de réconciliation et de reconstruction sont en cours.* (Jeune femme, Kita)

*Je dirai que le Mali avance dans la bonne direction parce que le problème du nord s'est beaucoup amélioré, on entend rarement parler de la guerre.* (Jeune femme, Bandiagara)

*Quant à moi je dirais que la situation va un peu bien parce que avant on ne pouvait pas voyager. Aujourd'hui, on remercia Dieu, on peut aller là où on veut, donc ça va.* (Jeune femme Sonrhäï, Gao/Tombouctou)

Certaines participantes soulignent des problèmes dans le système éducatif. Les problèmes spécifiquement cités sont : les frais d'école (qui le rend inabordable pour ceux qui n'ont pas les ressources), la non-scolarisation des filles, et les interruptions de scolarité des enfants. Les interruptions avaient lieu dans le nord, où les écoles n'ont pas pu fonctionner, et dans des endroits comme Mopti, où les grèves ont annulé les classes. Cependant d'autres participantes ont observé des améliorations dans le système (sans offrir plus de détails). En tant que tel, il semble que les perspectives sur l'éducation sont dépendantes de la zone géographique où habitent les participantes.

*Tu fais toute l'année scolaire à voir ton enfant partir et revenir de l'école en disant qu'il y a une grève, nous souffrons pour les prendre en charge, nous voulons que nos enfants étudient, donc le Mali ne progresse pas dans la bonne direction.* (Femme adulte, Mopti)

*Au niveau de l'éducation, il y a des jeunes filles qui ne vont pas à l'école, qui se promènent avec les hommes à l'heure d'aller à l'école. Ça ne va pas.* (Jeune femme universitaire diplômée, Bamako)

*L'éducation scolaire va dans la bonne direction.* (Jeune femme, Kita)

Une minorité, soit spontanément ou poussée par la modératrice, était prête à citer d'autres développements positifs dans la gouvernance du Mali, tel que les efforts du Président pour mettre un coup d'arrêt à la corruption. Les femmes déplacées ont précisé que les personnes déplacées venant du nord commençaient à retourner chez elles.

*Lors de la visite du président à Mopti... il se propose de mettre fin à la double fonction, c'est-à-dire une seule personne ne travaille plus dans les établissements publics et privés, et si cela marche bien, les fils des pauvres auront de l'emploi.* (Femme adulte, Mopti)

*Le Mali progresse dans la bonne direction, car le nouveau président est en train de lutter contre la corruption. Il y a eu des contrôles puis des arrestations suite à des malversations financières et d'assassinats. Il est en train de mettre l'homme qu'il faut à la place qu'il faut.* (Femme adulte, Mopti)

## II. Le Rôle des Femmes dans la Vie Sociale, Civile et Politique

- 1. Les participantes font souvent mention d'un défi particulier quand elles sont interrogées sur les défis auxquelles doivent faire face les femmes maliennes. Elles disent que les femmes font face à de nombreux obstacles pour contribuer aux finances de la famille, en sachant que cela devient de plus en plus une de leurs responsabilités. Le manque d'éducation et d'autres facteurs limitent leur capacité à trouver un travail suffisamment rémunéré. Les participantes citent également leur faible taux de représentation au sein du gouvernement.**

Les difficultés économiques sont portées au-devant de leurs préoccupations quand les participantes sont interrogées sur des défis particuliers qui touchent les femmes maliennes. Elles notent la difficulté de couvrir les dépenses de la famille et subvenir aux besoins alimentaires de la famille. Elles décrivent la situation comme une impasse - elles devraient contribuer aux finances de la famille à cause du niveau élevé du chômage et sous-emploi chez les hommes, mais les opportunités de gagner suffisamment d'argent sont strictement limitées. Elles sont contraintes aux activités de petit commerce pauvrement rémunérées.

Un obstacle majeur est le manque d'éducation. Un autre est la croyance traditionnelle qui met en doute de la capacité des femmes à être à même de travailler - même les femmes diplômées ont du mal à trouver du travail parce que les femmes ne sont pas considérées comme des candidates sérieuses. (De plus, elles disent que c'est difficile pour elles d'être embauchées sans contacts, mais elles disent que ce n'est pas un problème auxquelles les femmes seulement font face—les hommes aussi sont concernés.) Un autre obstacle qui vient s'ajouter au manque de revenu adéquat est la difficulté d'accéder au crédit. Elles expliquent que même si le crédit est ostensiblement mis à leur disposition (par le biais de programmes des institutions de microfinance), beaucoup ne sont pas éligibles parce qu'elles n'ont pas de garanties.

*Quand tu finis avec les études on ne trouve pas d'emploi, surtout nous les pauvres. Si tu n'as pas une connaissance qui peut t'aider, tu n'auras pas de travail. Même si tu as un diplôme, il y en a beaucoup de gens que je connais à Bandiagara qui sont dans la même situation.* (Jeune femme, Bandiagara)

*Le grand défi des femmes maliennes, c'est l'analphabétisme.* (Femme adulte Tamasheq, Kidal)

*Les femmes analphabètes sont nombreuses, moi-même je suis analphabète, je n'ai pas été à l'école. Je fais le petit commerce qui ne marche pas, et si tu n'es pas instruit tu ne trouves pas de travail.* (Jeune femme Sonrhäï, Gao/Tombouctou)



*Celles qui sont instruites n'ont pas accès à l'emploi et celles qui ne sont pas instruites n'ont pas d'AGR<sup>10</sup>. Et même si elles en ont c'est le petit commerce qui n'apporte pas beaucoup.* (Femme adulte, Kayes)

*C'est toujours le problème de l'emploi des jeunes car après les études les diplômés sont mis dans les tiroirs – on n'a pas d'emploi. Si on arrive à trouver la solution au chômage des jeunes, ça nous fera plaisir.* (Jeune femme, Kita)

*En regardant les IMF [Institutions de Microfinance] qui ont été créées pour faciliter l'accès des femmes au crédit, c'est le contraire qu'on voit, car les femmes ne remplissent pas les conditions vu qu'elles n'ont pas de moyens [garantis financiers et matériels].* (Femme adulte, Kayes)

En outre, certaines notent que le taux faible de représentation des femmes au Gouvernement local et national reste un défi pour les femmes au Mali. Elles constatent que sans un nombre important de femmes aux postes de responsabilité politique, les problèmes auxquels les femmes sont confrontées ne seront pas résolus.

*Les femmes n'ont pas assez de place au niveau de l'Assemblée Nationale et plus haut au niveau d'autres instances de décisions ainsi qu'au niveau communautaire. Sur 10 maires il n'y a qu'une seule femme.* (Femme adulte, Mopti)

*Les femmes sont faiblement représentées dans les instances de décisions, Assemblée Nationale, Gouvernement.* (Femme adulte, Koulikoro)

*La nomination des femmes au niveau du gouvernement est peu.* (Jeune femme universitaire diplômée, Bamako)

*Qu'elles soient là pour défendre la cause des femmes. C'est la vie même de la nation. Si elles ne sont pas là-bas, les hommes vont nous oublier.* (Femme déplacée interne adulte, Bamako)

## **2. Bien que les femmes doivent maintenant assumer une plus grande responsabilité financière pour la famille, elles doivent en même temps gérer leurs tâches traditionnelles, ce qui crée un lourd fardeau sur leurs épaules.**

Les participantes décrivent la quantité considérable de travail et responsabilité qui incombent aux femmes maliennes. Elles disent que les femmes sont devenues véritablement les piliers des familles, car elles doivent assumer leurs fonctions traditionnelles (gérer la maison y compris la cuisine, le nettoyage, s'occuper des enfants) ainsi que chercher des moyens de gagner de l'argent pour soutenir le ménage et payer les frais de scolarité des enfants (une tâche pas facile, comme indiqué ci-dessus). La plupart des participantes note qu'il existe une répartition inégale des tâches à l'échelle du ménage puisque peu d'hommes sont prêts à aider les femmes dans leurs tâches traditionnelles.

---

<sup>10</sup>AGR correspond aux « activités génératrices de revenus ».

*La femme est le pilier de la communauté. Les femmes subviennent aux charges de la famille, car les hommes sont au chômage. Elles mènent de petites activités pour entretenir les foyers. (Femme adulte, Banconi)*

*Avant les femmes s'occupaient de la cuisine et les hommes allaient chercher le prix de condiment. De nos jours certaines femmes vont chercher le prix de condiments et s'occupent aussi de la cuisine alors que l'homme est couché. (Femme adulte, Mopti)*

*Plus de 85% des tâches reviennent aux femmes. (Femme adulte Tamasheq, Kidal)*

*Même dans le mariage civil, sauf dans le cadre de la communauté de biens, les hommes avaient des tâches qu'ils n'assument plus : loger la femme, subvenir à ses besoins, ses soins de santé, etc. Cela ne se fait plus. (Femme adulte, Koulikoro)*

*Le rôle des femmes dans la communauté a connu beaucoup de changement depuis quelques années. Avant, nos mères se contentaient de ce que nos pères ramenaient à la maison. Mais de nos jours, tant que la femme ne se lève pas pour chercher de l'argent, il n'y a pas de nourriture. Nous nous démerdons pour nourrir nos familles parce que les hommes ont démissionnés de leur devoir. (Femme adulte, Banconi)*

### **3. Il y a un large soutien pour un engagement des femmes dans la société civile. D'après les participantes cet engagement peut être synonyme d'importants bénéfices.**

Les participantes soutiennent ardemment la présence des femmes dans la société civile. Elles ne voient que des effets bénéfiques dans leurs participations pour les femmes mais aussi pour le pays dans son ensemble. Elles pensent que leur participation leur permettra de prospérer : en acquérant des compétences, en échangeant des idées et en gagnant un accès à une aide technique et financière. Elles croient aussi que leur participation au sein de la société civile facilitera la défense de leurs droits ainsi qu'avancera leur importance sur le front politique.

*Oui, elles doivent pour s'entraider et s'épanouir et puis quand vous êtes dans les groupements, il y a des échanges d'idées qui peuvent vous encourager et vous donner la volonté d'entreprendre pour faire quelque chose de votre vie. (Jeune femme, Koutiala)*

*Je trouve que c'est bien que les femmes participent activement aux OSC, car si tu participes, tu apprends à faire quelque chose, comme un boulot. Même si le contrat de l'ONG finit, ce que tu as appris te reste pour toujours. (Jeune femme, Bandiagara)*

*On peut apprendre beaucoup de choses parce que c'est dans les groupements qu'on trouve des appuis techniques et financiers. Ils peuvent te permettre aussi de trouver une source de revenus en apprenant à faire quelque chose. (Femme adulte, Kayes)*

*Pour pouvoir réclamer nos droits, les femmes doivent activement participer aux OSC. (Jeune fille, Kita)*

*Ca pourra aussi nous faire avancer sur le plan politique.* (Jeune femme, Koutiala)

**4. Les femmes ont fait des progrès pour avoir les mêmes droits que les hommes, mais il reste d'après les constatations des participantes, beaucoup de travail à faire dans les domaines de l'éducation, l'emploi, du leadership politique.**

La majorité des participantes croient que les femmes et les hommes n'ont pas des droits égaux dans leurs communautés. Certaines précisent que les femmes jouissent de droits égaux en théorie, mais pas dans la pratique.

*On a les mêmes droits par le plan juridique.* (Femme déplacée interne adulte, Bamako)

Elles exposent un certain nombre de domaines où les hommes ont un avantage tels que l'éducation, l'emploi, la politique, la propriété foncière, les droits de succession, ou même la prise décision concernant le mariage. Les garçons ont plus de chance que les filles de continuer leurs études, et ce déséquilibre se ressent plus tard durant la vie adulte.

Comme noté précédemment, les femmes n'ont pas l'opportunité d'avoir un travail suffisamment rémunéré. Il y a différents facteurs qui inhibent les femmes dans leurs aspirations politiques et électorales (voir la prochaine section). Les hommes peuvent prendre des décisions pour leurs familles ou au sein de la communauté sans consulter leurs femmes.

*Ils n'ont pas les mêmes droits, parce que même dans le recrutement le dossier de l'homme est pris en compte plus que celui de la femme. Les hommes ont plus de priorité que la femme même si elle peut faire le travail.* (Jeune femme Sonrhaï, Gao/Tombouctou)

*Si le bien hérité est une maison, c'est l'homme qui garde ça et la femme n'en bénéficie pas car elle se marie ailleurs et laisse ça à ses frères.* (Femme adulte, Mopti)

*Selon la religion musulmane, dans le domaine de partage de l'héritage, la femme reçoit la moitié de la part de l'homme.* (Femme adulte, Mopti)

*La prise de décision au sein du foyer repose sur l'homme.* (Femme adulte, Banconi)

*Les hommes et les femmes n'ont pas les mêmes droits dans notre communauté. Les hommes peuvent prendre des décisions dans le développement local sans consulter les femmes, donc en final les femmes n'auront rien.* (Jeune femme, Kita)

Néanmoins, les participantes remarquent que les femmes ont plus de possibilités et d'avantages qu'auparavant dans certains domaines - en premier lieu, le droit d'occuper des postes de direction, tels que les postes nominatifs, d'élus, ou de responsables d'associations. (Elles précisent par contre, comme indiqué plus haut, qu'elles se sentent sous-représentées au sein du Gouvernement).

Les femmes peuvent créer et s'inscrire aux associations et travailler sur les enjeux qui les préoccupent. Elles peuvent engager des microcrédits pour démarrer leurs propres

entreprises. Cependant elles soulignent que ce n'est pas facile de remplir les conditions pour recevoir le crédit, et certaines femmes sont incapables de rembourser les prêts car elles ne gagnent pas assez de leurs activités de petit commerce. Grâce à une ancienne Première Dame, elles ont eu accès à des soins de santé améliorés pendant leur grossesse, et les césariennes sont gratuites. Bien que la parité à l'école reste toujours un problème, plus de filles fréquentent l'école, et plus de femmes veulent s'inscrire à l'université qu'auparavant.

*Avant il était rare de voir des femmes responsables, mais aujourd'hui nous avons des femmes directrices de direction, des femmes ministres et même des femmes militaires. (Jeune femme, Koutiala)*

*On a une femme député, des femmes élues. (Femme adulte Tamasheq, Kidal)*

*Par exemple, avant il n'y avait pas de femme ministres, mais maintenant il y en a. (Jeune femme, San)*

*Elles ont le droit ...de l'accès à l'éducation et à la santé. (Femme adulte Tamasheq, Kidal)*

*Il y a eu un changement, il y a eu beaucoup de sensibilisation par rapport à l'éducation des filles. Donc, le pourcentage de femmes qui va à l'école a augmenté. (Femme déplacée interne adulte, Bamako)*

Certaines notent également que grâce aux campagnes de sensibilisation, la mentalité malienne envers les femmes est en pleine évolution. Par exemple, certains hommes donnent plus de liberté à leurs épouses et beaucoup de mères et filles ont plus d'influence dans les choix relatifs au mariage.

*Avant, les femmes n'avaient pas leur mot à dire concernant le mariage de leur fille. Même si celle-là n'aime pas le monsieur, elle mourra dans ce mariage mais tu ne divorceras pas ... Mais maintenant on se marie à l'homme qu'on aime, et nos mamans ont leur mot à dire. (Jeune femme, Bandiagara)*

Néanmoins, la majorité des participantes ne sont pas contentes de la situation actuelle des femmes et elles veulent plus de possibilités. Plus précisément, elles veulent que plus de femmes aient l'opportunité de terminer leurs études, et elles voudraient un plus grand accès à d'emploi et au financement, pour qu'elles puissent jouer un plus grand rôle dans la vie politique du Mali. Quelques femmes suggèrent également une amélioration des possibilités pour les femmes sans instruction à apprendre un métier, comme la fabrication de savon ou la teinture textile.

*Je ne suis pas contente de la situation actuelle, puisque je veux que les hommes et les femmes aient les mêmes droits dans tous les domaines. (Jeune femme, Bandiagara)*

*Il faut que les femmes diplômées aient du travail. (Femme adulte Tamasheq, Kidal)*

*On veut qu'il y ait une égalité entre les hommes et les femmes en droits et en devoirs. Tout ce qu'un homme peut avoir la femme aussi peut l'avoir, il ne faut plus leur donner plus d'opportunités que les femmes. (Jeune femme Sonrhäï, Gao/Tombouctou)*

*Je veux qu'on ait plus de droits, pour aller travailler et avoir des diplômes. (Jeune femme, San)*

*[Je veux] que les crédits octroyés par la microfinance soient sans intérêt, car de nos jours le commerce est peu rentable. (Femme adulte, Mopti)*

*Dans notre communauté, nous n'avons même pas de droits. Nous voulons une plus grande implication des femmes dans la vie politique. Qu'on nous permette d'affirmer notre leadership et de briguer les postes électifs (députés, maires). (Femme adulte, Koulikoro)*

*On veut encore plus de femmes aux prises de décisions. (Femme adulte, Kayes)*

*On souhaite qu'une femme soit présidente au Mali. (Jeune femme, San)*

*Pour moi la situation doit aller de l'avant, surtout du côté des femmes qui n'ont pas été à l'école. Elles doivent être regroupées en association pour créer des AGR, par la création des centres de couture, apprentissage en fabrication des savons, la teinture, afin qu'elles mènent d'autres activités en dehors des travaux ménagers. (Jeune femme, Kita)*

Bien que, comme mentionné ci-dessus, elles ont commencé à observer un changement d'attitude dans la société vis-à-vis des femmes, elles pensent qu'il reste beaucoup de travail à faire. Elles veulent que les hommes reconnaissent aux femmes des capacités égales à celles des hommes et qu'ils acceptent pleinement les femmes aussi bien dans les milieux professionnels que dans les postes de direction.

##### **5. Les femmes ont le potentiel et la capacité d'être des leaders et d'occuper des fonctions d'élues, mais les participantes constatent qu'elles sont freinées par les craintes des hommes, les pesanteurs socioculturelles, leur manque de confiance en elles et le manque de financement.**

Les participantes ont été invitées à partager leurs opinions sur les femmes et leur capacité de leadership—sur les qualités qui leurs appartiennent et dont les hommes ne disposent pas et les contraintes auxquelles elles font face—ainsi que leurs attitudes envers les femmes élues.

Elles disent que les femmes ont le potentiel et la capacité d'être des leaders, mais elles sont bloquées par plusieurs questions irrésolues. En ce qui concerne les qualités de leadership, elles constatent que les femmes sont particulièrement habiles pour résoudre les conflits, trouver un consensus et mobiliser les gens. Certaines croient que les femmes ont plus de combativité, courage, et volonté que les hommes.

*Les femmes ont de la force dans les familles et les communautés pour faire face à un problème. Elle aime la cohésion sociale. (Femme adulte, Kayes)*

*La gestion des conflits est l'une des forces de la femme. Il faut voir au niveau de la famille et même dans la communauté, s'il y a une mésentente entre deux parties, la femme peut facilement faire la médiation pour qu'elles s'entendent. (Jeune femme, Kita)*

*Les hommes ont peu de rôle à jouer dans la stabilité du pays, c'est les femmes qui peuvent le faire.* (Jeune femme, San)

*Les femmes sont battantes, il y a des femmes très battantes, mais qu'on ne connaît pas. Elles sont très courageuses aussi.* (Femme déplacée interne adulte, Bamako)

Les participantes expriment un soutien unanime pour les femmes élues à des postes locaux et nationaux. Les femmes ont les compétences, elles maintiennent –ce qui leur manque c'est le soutien moral, financier, sociétal et par conséquent les opportunités. Elles disent que non seulement les femmes sont mieux préparées que les hommes à comprendre et à faire progresser la résolution des préoccupations des femmes, de plus elles sont plus enclins à prendre soin des préoccupations de tous les citoyens et de les soulager. La présence de femmes dans ces postes, les participantes précisent, motivera les autres femmes. Elles citent plusieurs exemples de dirigeantes compétentes, au niveau communautaire et national, qui font un travail impressionnant, selon elles.

*C'est la femme qui est mieux placée pour savoir de quels problèmes souffrent les autres femmes, mieux qu'un homme.* (Femme adulte, Mopti)

*Les femmes sont suffisamment instruites pour jouer ces rôles, seulement elles manquent d'appui pour bénéficier de ces postes. Cet appui peut être financier ou une personne qui s'est bien parlé et qui donne un coup de piston.* (Femme adulte, Mopti)

*Le pays va aller loin [si les femmes ont des positions de dirigeant] parce qu'elle connaît tous les problèmes des hommes et des femmes à la fois.* (Femme adulte, Kayes)

*Tout ce que l'homme fait, la femme peut le faire.* (Jeune femme universitaire diplômée, Bamako)

*Les femmes ne sont pas impliquées, sinon elles sont plus capables que les hommes, mais elles ne sont juste pas impliquées. Par exemple, lorsque les femmes parlent, les tensions baissent. Elles sont de meilleures médiatrices.* (Jeune femme, Koutiala)

*Parce qu'elles veulent que les autres femmes s'épanouissent.* (Jeune femme, Koutiala)

*La coordinatrice de l'ONGYACTOU à Bandiagara du nom de Fifi donne du Missoula aux enfants, du mil, du riz. Elle nous aide même en cas de problèmes personnels.* (Jeune femme, Bandiagara)

*Au niveau national, Hawa Keita avait ouvert pour les femmes un atelier d'apprentissage de couture, et aidait aussi les filles diplômées à trouver de l'emploi.* (Femme adulte, Mopti)

Cependant, elles décrivent un nombre important de contraintes dans la société malienne sous lesquelles il est difficile pour les femmes d'assumer des rôles de leadership. Elles disent que les attitudes des hommes et des mœurs sociales en vigueur, en général, agissent comme un frein aux ambitions des femmes. Les hommes n'aiment pas le concept de femmes en tant que leaders, et ils ne veulent pas que les femmes soient placées dans une position

hiérarchique supérieure à eux. Ils refusent leurs réussites, et donc ils construisent des obstacles sur le chemin des femmes en sabotant leurs efforts. Les hommes n'aiment pas l'idée que leurs épouses soient en contact étroit avec d'autres hommes (ce qui naturellement peut se produire au cours du travail); cela pourrait et a déjà conduit au divorce. Les femmes peuvent difficilement assister aux réunions dans la soirée parce que la société juge négativement ces initiatives, les hommes ne veulent pas que les femmes quittent la maison pour ce faire, car elles doivent garder les enfants et faire les tâches ménagères. Si elles consacrent du temps aux activités de leadership, elles feront face à des accusations d'abandon et délaissement de leurs amis et la famille. Les femmes aux postes de direction sont également victimes de harcèlement sexuel et sont accusées d'avoir obtenu leurs postes grâce à des liaisons avec des hommes. Elles notent aussi que le peu de ressources financières se transforme en obstacles pour l'engagement des femmes en politique. D'après les participantes, les femmes manquent de ressources et ont des difficultés de retrouver des sponsors.

*Ceux sont les hommes qui sont nos contraintes, car quand une femme devient leader et que tout le monde ne parle que d'elle, les hommes vont commencer à lui barrer le chemin. Les hommes interprètent mal les réunions nocturnes des femmes alors qu'eux même voyagent pour leurs affaires sans problèmes. (Jeune femme, Bandiagara)*

*Elles ont la volonté, mais elles sont confrontées à l'égoïsme des hommes. (Femme adulte Tamasheq, Kidal)*

*Il y a des femmes instruites, mais une fois mariées elles vont rester au foyer à causes des contraintes de leurs maris. (Jeune femme Sonrhaï, Gao/Tombouctou)*

*Le problème est que les femmes sont culturellement soumises, et les hommes s'attendent à cette soumission partout et donc à être supérieurs. Même quand tu es la supérieure hiérarchique d'un homme, il garde toujours ça en tête ... Il est difficile pour les hommes de se dire que les femmes occupent des postes de devant. (Jeune femme, Koutiala)*

*Certains hommes sont très égoïstes. Ils font tout pour mettre des bâtons dans les roues de leurs femmes. Lorsqu'ils se rendent compte que leurs femmes sont capables d'occuper certains postes de responsabilité, ils créent toutes sortes de stratagèmes pour les empêcher d'y accéder. (Femme adulte, Banconi)*

*Selon les coutumes, si la femme reste tard dans la rue à cause de ses activités, la société la regarde avec des mauvais yeux. (Femme adulte, Mopti)*

*S'occuper de l'éducation de ses enfants, même si l'enfant rate un peu, ou bien il fait des trucs, le mari vient, il dit seulement: c'est ta faute, la maman, tu n'as pas bien pris soin de tes enfants, comme-ci, comme ça. Je pense qu'on impose ça beaucoup sur les femmes au Mali. (Jeune femme universitaire diplômée, Bamako)*

*Je pense aussi que l'obstacle qui empêche les femmes de s'impliquer dans la vie politique est le problème de financement, puisque même si une femme est ambitieuse, si elle n'a pas de l'argent ou*

*n'a pas quelqu'un qui peut l'aider financièrement, elle ne pourra pas atteindre ses objectifs.* (Jeune femme, Bandiagara)

Elles disent aussi que les femmes elles-mêmes peuvent être ennemies des femmes lorsqu'elles s'approprient les préjugés sexistes sur les femmes. Par conséquent elles doutent de la compétence de certaines femmes leaders. En outre, elles manquent de confiance en elles ce qui les conduit à cesser leurs activités trop facilement dès les premières difficultés. Elles ne connaissent pas leurs droits, donc elles restent passives en cas de violation de ces droits.

*Elles se découragent vite.* (Jeune femme Sonrhäi, Gao/Tombouctou)

*Manque de confiance en soi.* (Femme adulte, Koulikoro)

*Les femmes se retirent facilement de la compétition après des échecs pour accéder au poste de leader.* (Jeune femme, Kita)

*Elles sont souvent confrontées à des problèmes dus à la méconnaissance de leurs droits. Si tu connais tes droits, si on te bloque, tu te défends et puis tu passes.* (Femme déplacée interne adulte, Bamako)

**6. Les participants constatent que les femmes devraient avoir un taux de représentation beaucoup plus élevé dans les Gouvernements locaux et nationaux, et la plupart des participantes sont en faveur de la mise en place d'un quota pour un pourcentage plus élevé de femmes aux positions électives.**

On a demandé aux participantes si elles savent la proportion de femmes à l'Assemblée Nationale et pour les postes d'élus locaux (tels que les maires ou conseillers). Seulement une poignée de femmes ont pu avancer des pourcentages corrects. D'autres n'ont aucune idée ou surestiment la représentation féminine.

Lorsqu'on leur soumet les chiffres actuels<sup>11</sup>, les participantes sont unanimes pour dire que ce taux devrait être plus élevé. Du point de vue de l'équité, elles mentionnent qu'il y a plus de femmes que d'hommes dans le pays.<sup>12</sup> Sur le plan pratique, comme indiqué plus haut, elles disent que plus de représentation féminine est nécessaire dans la vie politique du Mali parce que non seulement les femmes comprennent vraiment les problèmes qui ont trait aux femmes mais aussi qu'elles s'efforceront de les atténuer. Elles n'ont vu aucune preuve qui montre que les hommes ont la volonté de résoudre ces défis pour les femmes, et elles ne sont pas confiantes qu'ils planifient de le faire à l'avenir. En outre, dans un contexte plus large, elles estiment que les femmes ont beaucoup plus à contribuer au développement du pays. Beaucoup parmi les participantes pensent que les femmes sont plus engagées dans ses questions, se battent plus et sont plus clairvoyantes que les hommes.

---

<sup>11</sup> Pour l'Assemblée Nationale: 9.5%, pour les maires: 1% pour les conseillers locaux: 9%.

<sup>12</sup> La répartition par sexe (d'après les dernières enquêtes démographiques en 2007) est légèrement à l'avantage des femmes qui représentent 50.5% de la population nationale.



*Le taux doit augmenter parce qu'il y a plus de femmes que d'hommes au Mali. (Femme adulte, Mopti)*

*Que le taux augmente pour que les femmes nous aident. (Jeune femme Sonrhäi, Gao/Tombouctou)*

*On veut une augmentation pour que nos préoccupations soit prises en compte. (Femme adulte, Kayes)*

*Pour qu'on puisse participer au développement du pays. (Jeune femme, San)*

*Je veux que ce taux soit augmenté pour que les femmes contribuent une fois de plus au développement du pays. (Jeune femme, Bandiagara)*

En ce qui concerne leurs notions de « pourcentage idéal » de femmes au gouvernement pour qu'il soit représentatif et efficace, la grande majorité veut, au minimum, la parité. Les réponses vont de 20 à 80 % ; la plupart se situe dans l'intervalle 40-60 %.

*Je pense qu'il faut une répartition équitable, soit 50 % de femmes ministres sur 100 %. Ainsi, nous pourrions défendre normalement nos intérêts. (Femme adulte, Koulikoro)*

*30 %, c'est vraiment minime. Peut-être 40 %, pourquoi pas 50 % ? Je sais que ça ne va pas être possible maintenant, mais Paris [sic] n'est pas fait en un seul jour. (Femme déplacée interne adulte, Bamako)*

La plupart des participantes sont en faveur de lois qui faciliteraient la candidature des femmes aux élections et l'atteinte d'un pourcentage « idéal » de représentantes. Elles disent que sans ces lois, les femmes ne seront jamais capables de faire les progrès suffisants. Cependant, une petite minorité a des réserves sur cette notion de quota. Elles croient que les femmes ont la même chance que les hommes d'être élues et elles considèrent que le seul critère pour l'élection doit être la compétence.

*Il nous faut une loi pour progresser. (Femme adulte, Kayes)*

*Il nous faut une loi pour que les femmes participent. (Jeune femme, Koutiala)*

*Je pense que les femmes ont les mêmes opportunités que les hommes de se présenter aux élections. Je ne vois pas la nécessité de voter une loi. Les femmes doivent avoir confiance en elles-mêmes pour la compétition avec les hommes. Si à travers le quota on arrive à élire des femmes qui n'ont pas les compétences pour accomplir les missions qu'on leur confie, est cela une bonne chose pour le pays ? (Jeune femme, Kita)*

### III. Les Partis Politiques

## 1. Une large majorité de participantes a des perceptions négatives des partis politiques.

Bien que certaines participantes ont des opinions neutres par rapport aux partis politiques (tels que les « élections », « candidats », « le Président », « Députés ») et une petite minorité ont des perceptions positives (« faire avancer le pays », « soutenir la démocratie et le multipartisme », « droits », « liberté ») la plupart des participantes ont associé les partis politiques à des connotations négatives. Les thèmes les plus fréquemment cités sont la corruption, la malhonnêteté, l'incapacité à tenir ses promesses ou trouver des solutions, l'intérêt personnel, la discorde et la division.

*Moi, je pense à l'élection d'un bon dirigeant. (Jeune femme, Bandiagara)*

*Le multipartisme. (Femme déplacée interne adulte, Bamako)*

*Moi, je pense à ceux qui détournent de l'argent. (Femme adulte, Mopti)*

*Moi, je pense à la corruption. (Jeune femme, San)*

*Quand on pense aux partis politiques, on pense au conflit. Dès que ça commence, c'est la guerre. (Jeune femme Sonrhäi, Gao/Tombouctou)*

*Les partis politiques n'apportent rien de bon. Ils sèment la zizanie entre les gens. Ils sont toujours là en train de recenser les préoccupations des gens sans jamais apporter de solutions. (Femme adulte, Koulikoro)*

*Quand moi j'entends le terme parti politique, je pense aux magouilles. (Jeune femme, Kita)*

*Si on me dit parti politique, je pense à l'escroquerie. (Jeune femme universitaire diplômée, Bamako)*

*Les gens ne croient plus aux politiciens parce que la plupart font des promesses qu'ils ne tiennent pas. Ils sèment la zizanie entre les gens. (Femme adulte, Banconi)*

*Les partis politiques nous ont déçus. Ils sont venus nous solliciter afin que nous votions pour eux, sur la base du «Mali d'abord». A peine élu, cela est devenu «Ma famille d'abord». (Femme adulte, Koulikoro)*

## 2. Les participantes maintiennent que les partis politiques au Mali ne prêtent guère attention aux candidates ou aux besoins et intérêts des femmes.

Les participantes ont été invitées à donner leur opinion sur le niveau d'attention et de soutien que les partis politiques au Mali offrent aux femmes candidates. Le consensus est « pas assez ». Elles constatent que la seule raison pour laquelle les partis politiques sont attentifs aux candidatures féminines se situe dans l'intérêt électoral d'attirer le vote des femmes et les

mobiliser. Elles croient que les hommes ne mettront jamais les femmes à la tête des listes électorales parce qu'ils ne veulent pas qu'elles soient élues à la place des hommes.

Celles qui se présentent comme les plus informées sur cette question affirment que les femmes candidates sont rarement présentes lors de la prise de décision, et certaines citent des exemples de trahison contre les femmes candidates dont elles étaient au courant, par exemple, le nom d'une femme était mis sur la liste et retiré avant même le scrutin sans l'avoir informée. Certaines jeunes femmes ont peu d'informations concrètes sur le soutien apporté par les partis aux femmes candidates, mais elles sont néanmoins persuadées que les partis ne les encouragent pas activement.

*A Kidal, les hommes ne veulent pas que les femmes soient sur la liste de candidature. (Femme Tamasheq adulte, Kidal)*

*Lors de l'élaboration des listes, le parti met le nom de cinq à six hommes avant de mettre le nom d'une femme. Je trouve que cela n'est pas juste. Je veux que des femmes soient en tête de liste. (Jeune femme, Bandiagara)*

*Les hommes ne veulent pas que les femmes les dirigent parce qu'ils se disent que la femme ne mérite pas le pouvoir. (Jeune femme, San)*

*Ils ne font pas attention aux femmes et ne tiennent pas compte d'elles lors de la sélection des listes de candidatures. Ils ne viennent à nous que lorsque les campagnes approchent. En plus, ils choisissent uniquement les présidentes d'associations à qui ils remettent de l'argent pour mobiliser du monde et voter pour eux. Ils connaissent la capacité de mobilisation des femmes. (Femme adulte, Koulikoro)*

*Ces gens-là viennent avec leurs jeux. Ils nous disent des bonnes paroles qu'ils vont mettre nos noms sur la liste, et la nuit tardivement on enlève ton nom. Et si on parle des questions financières, ils t'amadouent à cause de ta popularité. Même si on a de l'argent pour soutenir ta candidature, ils ne vont pas le faire par peur de les dépasser. (Femme adulte, Kayes)*

*Des fois certaines listes électorales sont déposées à 4 heures du matin, chose qui n'est pas facile pour une femme de rester si tard. Et bien c'est en ce moment qu'on enlève ton nom pour le remplacer par d'autre. (Femme adulte, Mopti)*

*Moi-même je ne sais pas comment ils choisissent. Tout ce qu'on sait c'est seulement qu'ils choisissent peu [de femmes]. (Jeune femme universitaire diplômée, Bamako)*

Le point de vue le plus optimiste offert par quelques participantes est plutôt maigre - elles notent qu'au moins les femmes ne sont pas toujours en bas des listes électorales.

*Avant, les partis politiques mettaient les femmes candidates en dernière position sur la liste. De nos jours, elles occupent le milieu de la liste. (Femme adulte, Mopti)*

Les participantes ont aussi été interrogées sur le niveau d'attention que les partis politiques accordent aux besoins et aux intérêts des femmes. Encore une fois, elles offrent une

évaluation pessimiste. Certaines croient que les partis politiques n'abordent jamais les questions touchant les femmes. D'autres disent que les partis placent les femmes comme prioritaires pendant les campagnes afin d'attirer leur votes mais ils les abandonnent et ignorent leurs préoccupations une fois que leurs candidats sont investis.

*Je trouve qu'ils ne font pas du bon travail parce que leurs faits et dits pendant les campagnes sont différents de ce qu'ils font ou disent après les élections. Donc, ils ne se préoccupent pas de nos priorités. (Jeune femme, Bandiagara)*

*A peine le vote terminé, ils vous oublient. Quand même tu as un problème, il n'est pas facile pour toi de voir les politiciens que tu as soutenus. (Femme adulte, Mopti)*

*Publiquement, ils soutiennent les droits de la femme, mais après les élections, c'est la trahison. (Jeune femme Sonrhäi, Gao/Tombouctou)*

*Chez nous ce que les femmes les ont réclamées [aux candidats], ils ont dit oui, mais n'ont rien apportés après. (Jeune femme, San)*

*Il nous donne un peu d'argent pour t'influencer de les soutenir. Après ils ne te considéreront pas et on ne les voit même plus. Ils vont dire à leurs gardiens de ne pas t'ouvrir leur porte, et ils changent de numéro de téléphone. (Femme adulte, Kayes)*

*Les partis politiques ne pensent aux femmes qu'en période électorale. Après, ils les oublient car une fois au pouvoir ils ne pensent qu'à eux-mêmes. (Jeune femme, Kita)*

*S'ils ne font pas ça [parler publiquement des femmes], ils ne vont pas être élus. Au moment des campagnes, même si on leur demande un million, ils vont amener, mais après ça c'est fini. (Jeune femme universitaire diplômée, Bamako)*

*Avant les élections, ils font la ruée vers les femmes, mais une fois élus, ils ne défendent que leurs propres intérêts. Ils ne favorisent pas de lois qui répondent aux besoins des femmes. (Femme adulte, Mopti)*

En ce qui concerne les élections présidentielle et législatives de 2013, les participants disent que les partis ont attiré les électrices par le biais des cadeaux et promesses afin d'être élus, mais ils ont abandonné les femmes et leurs promesses dès qu'ils étaient parvenus au pouvoir.

*Il y'a certains qui nous ont données des t-shirts, des cubes jumbo, du sel, des dates, et pendant les nuits, ils viennent nous supplier de voter pour eux. Ils ont même promis d'ouvrir un jardin d'enfant à une de mes tantes, mais ils ne l'on pas fait. (Jeune femme, Bandiagara)*

*A mon association, un parti avait promis 60 chaises et une bâche. Jusqu'à nos jours, nous n'avions rien vu. Il ne répond même pas à nos coups de fil. (Femme adulte, Mopti)*

*Ils font du mauvais travail. Ils font tout ce que les femmes veulent en période de campagnes électorales. Après les campagnes, c'est fini, ils oublient les promesses tenues. Ils ne font pas le suivi des actions qu'ils posent sur le terrain. (Femme adulte, Koulikoro)*

*Ils nous font la cour quand il y a les élections, la campagne, mais après quand ils sont émergés, quand ils ont les postes, ils nous oublient. Par exemple, la campagne présidentielle, les femmes ont lutté pour amener le président à la magistrature suprême, et pourtant il ne les a pas nommées au gouvernement. (Femme déplacée interne, Bamako)*

#### IV. Le Vote et la Gouvernance

- 1. Les participantes sont largement conscientes du processus de vote et la grande majorité participe aux élections. La plupart voit le vote comme un devoir de citoyenneté (une indication qu'elles n'ont pas perdu la foi dans le processus démocratique malgré le mécontentement par rapport au partis politiques même si certain citoyens au nord expriment plus de cynisme par rapport au processus).**

On a demandé aux participants si elles connaissaient le processus de vote et si elles votaient généralement aux élections. La grande majorité peut expliquer les différentes étapes du vote; le seul groupe où la majorité des femmes ne savait pas exactement le processus était le groupe de femmes âgées Tamasheq au nord. De plus, seulement la moitié des jeunes femmes du groupe à Koutiala pouvaient décrire les procédures de vote.

En plus, la grande majorité des femmes affirment qu'elles votent habituellement.<sup>13</sup> Plusieurs disent qu'elles votent pour exercer leurs droits en tant que citoyennes. En ce qui concerne la motivation de leur vote, certaines mentionnent qu'elles votent pour choisir des dirigeants qui avanceront leurs intérêts communautaires et nationaux. La crise en 2012 était le catalyseur pour certaines, par conséquent en 2013 elles cherchaient à choisir des dirigeants qui aurait pu le résoudre. Une petite minorité dit qu'elles fondent leur vote soit sur les récompenses personnelles qu'elles pourraient acquérir de la part d'un candidat à travers les cadeaux qu'ils reçoivent du candidat pendant la campagne.

*Je vote pour être un bon citoyen. (Femme adulte, Kayes)*

*Pour exercer notre citoyenneté. (Femme adulte, Koulikoro)*

*Nous votons pour choisir un bon candidat, quelqu'un de confiant qui connaît nos problèmes, qui connaît notre souffrance et qui peut nous trouver des solutions dans l'immédiat. (Jeune femme Sonrhäi, Gao/Tombouctou)*

*Ses compétences, si tu crois en lui hein, dans l'intérêt du pays, tu peux voter pour lui. (Jeune femme universitaire diplômée, Bamako)*

*Moi j'ai voté parce que je me suis dit que mon vote servira à cesser la guerre et les crises. (Jeune femme, Koutiala)*

---

<sup>13</sup> Quelques des femmes avaient atteint l'âge de 18 après les dernières élections et donc n'avaient pas encore eu l'opportunité de voter.

*Je vote pour les cadeaux.* (Femme adulte Tamasheq, Kidal)

Pour le petit nombre de celles qui disent qu'elles n'ont pas voté lors des élections de 2013, les barrières étaient principalement logistiques: ne possédant pas la carte NINA,<sup>14</sup> ne pas avoir accès à la carte d'où elles vivaient ou d'être loin de la maison (et donc de leur lieu de vote) pendant les élections.

## **2. Les participantes pensent que la communication avec les représentants des partis politiques ou avec les fonctionnaires est intimidante et produit rarement un résultat positif.**

On a demandé aux participantes si elles avaient déjà essayé de communiquer avec un représentant d'un parti politique ou un fonctionnaire et si leurs efforts avaient été couronnés de succès (à savoir si leurs demandes ou inquiétudes avaient été prises en compte et traitées). L'image générale qui ressort de ses consultations est celle d'une négligence anticipée ou réelle.

Beaucoup ont expliqué qu'elles n'ont jamais essayé d'initier une interaction avec un agent de la fonction publique, soit parce qu'elles étaient intimidées, pressentaient qu'elles seraient ignorées ou pensaient que les promesses faites ne seraient pas tenues.

Certaines ont essayé mais décrivent des interactions improductives. Après avoir obtenu des promesses d'aides, elles reçurent des réponses évasives qui ne menèrent à aucune solution tangible. Certaines de ces femmes ont communiqué au nom d'associations et non en leur nom propre pour régler des problèmes personnels.

*Je ne cherche même pas à communiquer avec eux. Une fois élus, ils ne reconnaissent personne.* (Femme adulte Tamasheq, Kidal)

*Moi je n'ai pas été, parce que ceux qui vont, ils vont les faire des promesses, et ils ne tiennent pas.* (Jeune femme, San)

*J'ai tenté de voir un responsable politique. Il avait dit qu'il va trouver de l'emploi pour nos enfants pendant sa campagne à la municipalité. J'ai pu le voir, mais chaque fois il me dit de revenir jusqu'à ce que je sois découragée. En fin de compte, il ne prenait pas les appels, et jusque-là il n'a rien fait.* (Femme adulte, Mopti)

*Notre association a eu à rencontrer un parti politique pour qu'on puisse avoir des femmes à la tête de leur liste, c'est-à-dire trois femmes sur cinq hommes, mais ils nous ont laissé en cour de route. Ce n'était pas facile, il ne nous a pas donné beaucoup de temps pour parler, et on l'a vu au début mais arrive à un certain niveau on le voyait plus.* (Femme adulte, Kayes)

*C'était avec un leader politique pour la formation des jeunes femmes. Ils nous écoutent en période électorale mais après on ne les voit même pas.* (Jeune femme, Koutiala)

---

<sup>14</sup> NINA (ce qui veut dire Numéro d'Identification National) correspond aux nouvelles cartes d'électeurs biométriques qui ont été utilisés pour la première fois en juillet 2013 pour les élections présidentielles.

Les évaluations les plus positives proviennent de participants à Koulikoro et Banconi qui trouvent encourageant l'accès qu'elles ont auprès des agents de la fonction publique.

*Il n'est pas difficile d'avoir accès à nos élus. Et ils sont attentifs à ce que nous leurs disons. Particulièrement notre député. (Femme adulte, Koulikoro)*

*Ils ne nous aident pas tout le temps mais, lorsque nous avons des soucis et que les leur soumettons, ils nous aident dans la mesure du possible. (Femme adulte, Banconi)*

### **3. Les opinions sont mitigées sur la performance du gouvernement central dans les réponses apportées aux inquiétudes, la plupart notant d'ailleurs l'absence d'initiatives concrètes.**

Les participantes sont divisées sur le niveau de satisfaction dans la prise en compte de leurs intérêts par le Gouvernement. La plupart pensent que le Gouvernement n'a pas encore pris des actions concrètes sur les problématiques qui les concernent. Sur les questions concernant les femmes, elles disent qu'il y a peu de représentation des femmes dans le Gouvernement et qu'elles n'ont pas vu d'initiatives qui traitent spécifiquement ces questions. Certaines adoptent une position d'attente en considérant que jusqu'à maintenant, le Gouvernement était focalisé sur la résolution de la crise au Nord.

*Quand le Président est venu chez nous, on lui a parlé de notre problème primordial qui est le problème d'eau. Nos puits sont secs et ce ne sont pas tous les robinets qui donnent de l'eau. Il n'a pas réagi. (Jeune femme, Bandiagara)*

*Pour le moment rien n'est fait, il n'y a que des belles paroles qui sont dites par rapport à l'emploi des jeunes, l'éducation des enfants. (Femme adulte, Mopti)*

*Nous n'avons vu aucun bon acte depuis l'instauration du président Ibrahim Boubacar Keita. (Jeune femme Sonrhäï, Gao/Tombouctou)*

*Ils ne pensent même pas à nous. Ils ne savent même pas qu'on existe. (Jeune femme, San)*

*Le Gouvernement actuel ne prend pas en compte les préoccupations des femmes. Nous n'avons encore vu aucun acte concret. (Femme adulte, Koulikoro)*

*On n'arrive pas à voir notre Ministre de la Promotion de la Femme de la Famille et de l'Enfant, moi je crois qu'elle est là pour nous les femmes. (Femme adulte, Kayes)*

*Je ne vois pas beaucoup de femmes dans ce nouveau Gouvernement – ça c'est déjà un désespoir. (Femme adulte, Kayes)*

*On attend d'abord comme le Premier ministre n'a pas encore présenté son programme, la politique de son gouvernement. On attend pour voir s'il va prendre en compte les femmes. (Femme déplacée interne adulte, Bamako)*

*Il n'y a eu aucun changement, et on ne nous dit rien sur ce qui se passe dans le pays. Nous ne comprenons rien à ce qui se passe.* (Femme adulte, Banconi)

Une minorité pense que le Gouvernement a accompli un bon travail en prenant en compte leurs intérêts. Les exemples mis en avant abordent les efforts dans la lutte anti-corruption, les mesures prises pour réduire le chômage chez les jeunes, le renforcement de la communication gouvernementale auprès de la population, ainsi que des initiatives dans le domaine de la santé.

*Les choses commencent à aller, des dispositions sont prises pour réduire la corruption au sein de l'université.* (Jeune femme, Kita)

*La santé sexuelle et de la reproduction, surtout le planning familial et la lutte contre mortalité maternelle. Il y a même un numéro vert maintenant pour avoir des informations sur ce sujet.* (Jeune femme, Koutiala)

**4. La plupart des participantes réservent leurs jugements sur la performance de l'Assemblée Nationale puisque celle-ci vient tout juste d'entamée son mandat, mais elles ont des perceptions négatives sur les précédentes Assemblées Nationales. Les participantes montrent un haut niveau de connaissance vis-à-vis de leurs Députés actuels.**

Les opinions sur l'Assemblée Nationale sont généralement neutres puisque que celle-ci n'officialait seulement que depuis quelques mois au moment de l'étude et la plupart des participantes pensaient qu'il était trop tôt pour juger.

*Ceux qui viennent d'arriver, on ne rien dit sur eux d'abord, car on ne se connaît pas encore.* (Jeune femme, San)

*On entend d'abord leur compte rendu parlementaire par cercle et par commune, après ça on va voir.* (Femme déplacée interne adulte, Bamako)

Quelques participantes à San ont indiqué des actions positives dans leurs communautés initiées par leurs députés. D'après les dires d'une participante « "Un même a ouvert un centre de teinture pour les femmes à Santro ».

Mais elles expriment aussi un cynisme important vis-à-vis de la précédente Assemblée Nationale, se plaignant que les élus ne tiennent pas en compte les préoccupations des femmes, et qu'une fois élus, les députés ne tiennent jamais leur promesses.

*Dès qu'ils franchissent la porte, ils oublient tout ce qu'ils ont dit aux femmes.* (Femme adulte, Mopti)

*Depuis qu'ils sont nommés, ils sont sous les climatiseurs.* (Femme adulte Tamasheq, Kidal)



*Je n'ai rien vu de leur part. Même autrefois quand je suis partie les voir pour m'aider pour la prise en charge des soins de mon mari, ils n'ont rien fait. Je me suis assise à l'Assemblée depuis le matin jusqu'à 14h. Je ne les ai pas vus. (Femme adulte, Kayes)*

Quelques-unes ont exprimé leurs appréhensions concernant les liens familiaux qui lient le Président de l'Assemblée Nationale, Issiaka Sidibé, au Président de la République. Elles s'interrogeaient sur le fait de savoir s'il représenterait une voix forte et indépendante à l'Assemblée vu ses liens familiaux. Comme le dit une participante locale de Koulikoro (la terre natale du Président de l'Assemblée) « ... il y a forcément des vérités qu'il n'osera pas dire [au Président]».

*Tant que le fils d'IBK est à là-bas, l'Assemblée ne fera jamais du bon travail. Il faut mettre quelqu'un d'autre. (Jeune femme Sonrhäi, Gao/Tombouctou)*

On a demandé aux participantes si elles savaient qui étaient leurs députés. La majorité était capable de nommer leurs députés. La connaissance la plus faible des élus parlementaires se trouvent dans des groupes de Kayes et Koutiala, ainsi que les groupes de jeunes femmes diplômées à Bamako.

##### **5. D'après un grand nombre de participantes, les autorités communales ne sont pas toutes réactives à leurs inquiétudes. Elles sont frustrées par les promesses non tenues, les conditions de vie précaires et le népotisme.**

Beaucoup de participantes dressent un portrait peu reluisant dans l'évaluation du travail de leurs autorités communales. Elles mettent en exergue les promesses non tenues ainsi que les conditions de vie terribles dans leurs communautés (par exemple, les gouttières jonchées de déchets, les rues inondées) et qui n'ont toujours pas été résolus par les autorités locales. Beaucoup aussi accusent les autorités locales de financer et attribuer des projets ainsi que distribuer des ressources sur des critères basés sur le népotisme ou le favoritisme. Les participantes ont aussi abordé des pratiques corrompus des autorités dans la politique foncière (par exemple : accepter de l'argent lors d'une campagne pour l'attribution d'une parcelle de terre mais qui ne se matérialise jamais sur le terrain ou l'attribution d'une même parcelle promise à différentes personnes).

*Nos autorités communales ne font rien de bon ici. Ils ont promis de faire des réhabilitations à Bandiagara. Le problème est toujours là, les lots ont été donnés à leurs parents mais pas aux autres, or ils avaient dits que seuls les pauvres les auront. (Jeune femme, Bandiagara)*

*Nos soucis ne sont pas pris en compte. Le maire a fait 10 ans dans le quartier. Pendant l'hivernage, les femmes nagent dans l'eau pour aller au marché. Dès fois certaines tombent dans l'eau avec leurs condiments, et il n'a rien fait pour gérer cette situation. (Femme adulte, Mopti)*

*Le maire est élu uniquement pour son entourage, sa famille, alors qu'il est élu pour toute sa commune. (Jeune femme Sonrhäi, Gao/Tombouctou)*

*Les autorités communales font du mauvais travail car il y'a un quota du budget communale octroyé aux associations féminines qui n'est pas géré de façon équitable. Certaines sont favorisées à cause de leur relation avec les autorités. (Femme adulte, Kayes)*

*Même l'actuel maire nous a promis des maisons, mais après il fait comme si ils ne nous a jamais vu en nous dépassant avec sa belle voiture. (Jeune femme, Bandiagara)*

*Ici il existe une station radiophonique qui parle de réparation des routes, de stagnation des eaux dans les quartiers, etc. ... et chaque samedi le téléphone est libéré pour le public. Il paraît qu'on enregistre même le débat pour l'amener au maire, mais jusque-là rien n'a bougé. (Femme adulte, Mopti)*

Seulement une infime minorité des participantes (quelques-unes à Koutiala, San et Kita) a pu nommer des actions positives et concrètes mises en œuvre par les autorités locales.

*Ça commence à aller parce que récemment ils ont construit des toilettes publiques dans les écoles. (Jeune femme, Koutiala)*

*Je peux dire le maire a fait beaucoup de choses, non pas seulement pour les femmes, mais aussi pour la ville. (Jeune femme, San)*

Les participantes cherchent à tisser une relation de proximité avec les autorités communales, les engager dans une meilleure attention vis-à-vis de leurs préoccupations ainsi qu'à réaliser les promesses faites.

*Nous les recommanderions d'être disponible, de bien nous accueillir et permettre un échange bénéfique pour nous. (Jeune femme, Bandiagara)*

*On va leur interpellier pour qu'ils tiennent compte des promesses qu'ils nous ont faites pendant les campagnes. (Femme adulte, Kayes)*

**6. Pour encourager le Gouvernement à agir sur les questions d'importance pour les femmes, les participantes proposent la tenue de réunions directes avec les élus, mener une sensibilisation du public et sanctionner par les urnes contre ceux qui ne répondent pas aux attentes escomptées.**

On a demandé aux participantes de se mettre dans la peau d'une dirigeante d'association et d'établir des stratégies qui peuvent persuader les élus de faire plus attention aux questions concernant les femmes. Leurs idées sur le sujet se concentrent dans trois catégories : tenir des réunions directes avec les élus sur des projets spécifiques, conduire une campagne de mobilisation pour encourager les femmes à mettre en avant leurs besoins, et utiliser le pouvoir des urnes pour ne pas renouveler la confiance mise dans les élus qui n'ont pas su répondre aux attentes citoyennes.

Des réunions directes

Beaucoup de participantes ont recommandé d'enquêter sur les sujets les plus cruciaux pour les membres de l'association, réfléchir à un plan d'action à partir des résultats obtenus et

ensuite organiser des réunions avec des leaders gouvernementaux, où les femmes peuvent demander du soutien dans le financement ou dans les démarches vers des donneurs de fonds. Elles défendent la stratégie d'opérer à travers une chaîne de commandement, en s'adressant par exemple d'abord aux Préfets ou Maires pour atteindre les Députés, ou s'adresser aux Députés pour pouvoir accéder aux Ministres.

Peut-être qu'à la lueur du cynisme exprimé plus haut sur les difficultés d'attirer l'attention des élus, elles pensent que les réunions en groupe seront plus puissantes et influente que des entretiens individuels. De plus, certaines suggèrent de cibler en particulier les femmes élues car elles sont plus susceptibles de s'intéresser aux sujets qui préoccupent des femmes.

*Il faut créer un projet de ce que vous allez réaliser, ses objectifs et puis ses avantages aussi. Il faut essayer de les expliquer, mieux même de les convaincre, quoi! (Jeune femme universitaire diplômée, Bamako)*

*Il faut d'abord regrouper les femmes pour recenser leur priorité et faire un dossier de projet qu'on va amener chez la ministre de la Promotion de la femme, de l'enfant and de la famille pour l'acheminer chez le Président de la république et attendre la suite. (Femme adulte, Kayes)*

*Rencontre avec eux pour échanger sur nos problèmes et les résoudre. (Jeune femme, Koutiala)*

*Moi je crois que les femmes doivent d'abord se concentrer entre elles et trouver des points d'accord et aller proposer ça aux dirigeants. (Jeune femme, Koutiala)*

*Je ferais en sorte de réunir les femmes en seul groupement uni et fort. Ensuite, nous irions voir les autorités pour évoquer nos préoccupations. (Femme adulte, Banconi)*

*Pour moi une des stratégies est que les responsables d'association invitent la femme député de Mopti pour lui faire part des préoccupations des femmes. Celle-ci est mieux placée pour amener ces doléances au niveau de l'Assemblée Nationale, et en plus elle sait comment les gérer. (Femme adulte, Mopti)*

### La sensibilisation publique

Des participantes conseillent d'utiliser les médias : en publiant des articles ou en produisant des programmes télévisuelles qui mettent en scène les préoccupations des femmes et comment on peut les aborder. D'autres défendent l'idée de créer une campagne nationale de sensibilisation afin de mobiliser et pousser les femmes ou bien de tenir des ateliers et conférences qui placeraient les intérêts des femmes au-devant et au centre du débat public et citoyen. Certaines ont aussi suggéré d'organiser une marche ou des événements d'envergure en les diffusant largement.

*Nous femmes pouvons faire des sensibilisations à travers le pays, pour faire comprendre aux femmes que nous sommes majoritaires, si nos préoccupations ne sont pas prises en compte nous refusons de faire tous ceux qu'on nous demande. (Femme adulte, Mopti)*

*Organiser une journée de salubrité, faire appel au maire ou le député, ou tout autre représentant du gouvernement et l'ORTM<sup>15</sup> pour leur montrer comment mon association travaille, les difficultés de mon organisation à faire sortir les femmes.* (Jeune femme Sonrhaï, Gao/Tombouctou)

*J'allais organiser une marche pacifique pour que le gouvernement nous attende.* (Jeune femme, Bandiagara)

### Le pouvoir des urnes

Enfin, elles déclarent clairement qu'elles ont l'intention d'utiliser leur vote pour ne pas renouveler le mandat de ceux qui n'ont pas tenu compte de leurs attentes (et rendre ainsi les dirigeants politiques conscients de leur intentions). Comme le dit une femme de Mopti : « Nous allons faire connaître au Maire que s'il ne prend pas en compte nos préoccupations, nous n'allons pas voter pour lui au deuxième mandat ».

## V. La Paix et la Réconciliation

### **1. Les participantes venant du Nord ont plus d'information sur les processus de paix et réconciliation mais sont aussi les plus pessimistes sur leurs progrès.**

En ce qui concerne la paix et la réconciliation, sans surprises, ceux qui ont été les plus touchés par la crise dans le nord (participantes venant de Gao, Kidal et Tombouctou ainsi que les personnes déplacées à Bamako) sont plus au fait de l'état actuel des choses que les autres. Et comme mentionné précédemment, les participantes venant du nord ont une vision plus pessimiste que les autres sur les processus de paix et réconciliation. Les participantes venant de San et Banconi étaient les moins informées.

*L'Assemblée Nationale a voté les 15 personnes pour la réconciliation et peut-être dans ces deux jours ils vont faire la mise en place, je ne sais pas, mais le Ministre de la réconciliation on est en train de négocier pour la désignation de son représentant dans toutes les Régions, comme chef de service. La commission de la réconciliation au niveau des Régions, aussi ... on va créer un commissaire dans les 15 Régions.* (Femme déplacée interne adulte, Bamako)

*Je ne sais rien sur ça.* (Jeune femme, San)

*Moi je ne suis au courant de rien sur cette question de réconciliation et paix.* (Femme adulte, Banconi)

Pendant que le reste du pays discute de la fin de la guerre, du début d'un dialogue, du retour des personnes déplacées et des refugies chez eux ou du retour de l'administration dans le Nord, les participantes venant de Gao, Kidal et Tombouctou mettent en avant le manque de progrès dans les processus de dialogue ou réconciliation.

---

<sup>15</sup> ORTM correspond à l'Office de Radiodiffusion Télévision du Mali.

*Les leaders du pays sont en train d'entreprendre le dialogue pour que la paix revienne au Mali. (Jeune femme, Bandiagara)*

*Les soldats d'autres pays sont là pour nous aider à combattre. Aussi il y a des négociations en cours entre le gouvernement et les rebelles. (Femme adulte, Mopti)*

*Je sais que le processus de paix et de réconciliation est en cours. Les pourparlers sont en cours pour que les rebelles déposent les armes afin qu'on cohabite ensemble. (Jeune femme, Kita)*

*Nous pouvons dire que ça va mieux maintenant. En tout cas, la situation n'est pas aussi dure qu'avant. (Jeune femme, Koutiala)*

*Pour le moment, rien n'est fait. (Femme adulte Tamasheq, Kidal)*

*Tout est au point mort. (Femme adulte Tamasheq, Kidal)*

*... on nous dit que le Nord Mali est libéré, mais ce n'est pas vrai parce que Kidal est toujours sous occupation. Il y a même pas longtemps le MNLA a fêté son troisième anniversaire de la déclaration de la libération de l'Azaouad. (Jeune femme Sonrhaï, Gao/Tombouctou)*

*Nous on a rien vu comme progrès pour la réconciliation. Le gouvernement cherche la libération du Nord, les gens du MNLA réclament aussi l'Azaouad – rien n'est clair par rapport à la réconciliation. (Jeune femme Sonrhaï, Gao/Tombouctou)*

**2. Il y a un important degré de conscience au sein des participantes concernant le rôle participatif des Nations Unies, des groupes religieux ou du Ministère de la Réconciliation Nationale et de la Reconstruction des Régions du Nord dans le processus de réconciliation mais une connaissance limitée à combler de la nouvelle Commission Vérité, Justice et Réconciliation.**

En ce qui concerne la connaissance des institutions publiques et civiques qui travaillent sur le processus de réconciliation, les participantes en général connaissent mieux le rôle des Nations Unies, des différents groupes musulmans et chrétiens ou de certaines organisations féminines. Une majeure partie est aussi consciente de la création d'un Ministère en charge des questions de réconciliation.<sup>16</sup> Pourtant seulement trois participants ont fait mention de manière spontanée de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation créée par le gouvernement de transition.

*Le groupement des leaders musulmans a regroupé les fidèles pour faire des bénédictions pour le retour de la paix. (Jeune femme, Bandiagara)*

---

<sup>16</sup>En avril 2014, très peu de temps avant les entretiens, le nouveau premier ministre Moussa Mara remplaça le ministre de la réconciliation et du développement du nord par un ministre de la réconciliation nationale. Il n'est pas évident que toutes les participantes qui discutèrent de ce sujet étaient au courant de ce changement.

*La communauté chrétienne aussi fait également des bénédictions dans les églises pour la paix. (Femme adulte, Mopti)*

*L'Union Nationale des Femmes Musulmanes est aussi impliquée dedans. Ce sont les femmes qui gèrent facilement les conflits sans les armes. (Femme adulte, Kayes)*

*Le ministère de la réconciliation a été créé par le gouvernement. Ce ministère fait la médiation entre nous et les rebelles dans le but que nous pardonnions aux rebelles. (Femme adulte, Mopti)*

*Le Ministère de la Réconciliation Nationale et de la Reconstruction des Régions du Nord a été récemment créé, et il mène beaucoup d'activité à l'endroit des victimes de la crise. Ils vont vers eux pour les mettre en confiance car ils ont non seulement eu des dégâts matériels mais aussi psychologiques. (Femme adulte, Kayes)*

### **3. Les participantes espèrent avec impatience une résolution complète et finale du conflit et pensent que le Gouvernement devrait intensifier ses efforts dans cette direction.**

Bien que beaucoup prennent en compte le progrès accompli jusqu'à maintenant vers la réconciliation, principalement à travers les leaders et organisations religieuses, aucune des participantes ne pensent que les efforts de paix et réconciliation sont suffisants pour le moment. Elles expliquent qu'il n'y a pas encore de consensus sur les derniers sujets de contentieux entre les groupes rebelles et le gouvernement.

Toutes les participantes expriment un désir fervent pour la paix et une solution durable dans la résolution du conflit. Elles redoutent que le conflit se propage dans le sud. Beaucoup défendent l'idée de s'atteler à comprendre les racines de la dispute et de continuer à sensibiliser pour la paix et la réconciliation dans les deux camps. Certaines attachent des réserves à cette paix en précisant qu'elles veulent le maintien de l'intégrité territoriale malienne mais aussi que les groupes rebelles comprennent que « le pays nous appartient à tous ».

*Les choses ne bougent pas, même IBK fait des déplacements dans les pays pour trouver la solution. Les rebelles refusent de déposer les armes. Nos militaires sont toujours cantonnés. Ils n'arrivent à rentrer dans la ville de Gao. Les choses ne doivent pas rester comme telle; il faut un changement. Certains négocient et d'autres continuent à causer du tort. (Jeune femme, Kita)*

*Ça n'évolue pas, et c'est trop insuffisant. (Femme adulte Tamasheq, Kidal)*

*Ce n'est pas suffisant. Maintenant il faut qu'il y ait une paix définitive. Tout ce que le gouvernement peut faire pour qu'il y ait une paix définitive, ils n'ont qu'à le faire. Nous voulons une paix durable. Il ne faut plus qu'il y ait des rechutes. Vraiment les gens sont fatigués. (Femme déplacée interne adulte, Bamako)*

*Il faut que l'Etat parte à la source du problème, aller rencontrer ceux qui ont pris les armes pour savoir la vraie raison de leur rébellion. Savoir ce qu'ils veulent et convenir sur quelque chose. (Femme adulte, Kayes)*

*On doit appeler ceux qui ont pris les armes à la table de négociation. Pour mettre fin aux conflits, il faut écouter tout le monde. (Jeune femme, Kita)*

Quelques participantes mettent en relief le renforcement de l'armée en donnant aux troupes une formation et des salaires appropriés tout en recrutant plus de soldats.

*Les efforts fournis sont insuffisants. Il faut augmenter le nombre de soldats à recruter, leur donner une formation adéquate et payer correctement nos militaires à temps. (Femme adulte, Mopti)*

**4. Les participantes maintiennent que les femmes doivent être incluses dans les processus de paix et réconciliation car elles peuvent jouer un nombre de rôles important. Certaines aimeraient elles-mêmes avoir un rôle actif dans ce processus. Elles croient aussi que les leaders religieux ainsi que les jeunes ont leurs rôles à jouer.**

En ce qui concerne les groupes qui devraient avoir un rôle dans les processus de paix et réconciliation, les participantes ont cité le plus souvent :

- Les femmes
- Les leaders religieux
- Les jeunes filles et garçons

Soit spontanément ou poussée par une modératrice, les participantes relèvent que les femmes doivent être impliquées dans les processus de paix et réconciliation. Elles pensent que les femmes sont de talentueuses médiatrices qui se focalisent sur la paix, et quand elles s'engagent dans ce genre de problèmes, rien ne peut les empêcher d'atteindre leur but. Elles relèvent que les femmes peuvent avoir une importante influence sur leurs familles et communautés. De plus, elles déclarent que les femmes méritent de jouer un rôle car elles ont été de graves victimes pendant le conflit – pendant que les maris, fils et frères étaient envoyés au combat, elles étaient violées, déplacées – et elles seront obligées d'envoyer leur hommes au combat une fois de plus si la guerre reprend. Quelques-unes vont jusqu'à dire que sans la participation des femmes, la paix durable ne peut être atteinte.

*Les femmes sont les meilleurs médiateurs. (Femme adulte, Koulikoro)*

*Les groupements de femmes [doivent être impliqués]. Puisque quand une femme est engagée, rien ne peut la retenir. (Jeune femme, Bandiagara)*

*Les groupements des femmes doivent être inclus car la femme prend au sérieux tout ce qu'elle fait et elles sont écoutées. Elles doivent être formées et après, elles feront la sensibilisation dans leurs familles, leurs localités, de Kayes à Kidal. Leurs arguments pour la sensibilisation est qu'en cas de guerre, c'est leurs enfants, leurs frères, leurs maris – dans un mot, tout le village – qui tombent sur le champ de guerre. (Femme adulte, Mopti)*

*Bien sûr, parce que ce sont les femmes qui subissent tous les maux de cette crise. Donc il faut que ce soient les femmes qui sont au début de la réconciliation, au centre des débats et des conférences. Si les femmes ne sont pas là, comment vous voulez ramener la paix ? Vous ne pouvez pas, parce que ce*

*sont les enfants de ces mêmes femmes qui sont dans la crise, dans l'armée. Donc, il faut les ramener sur la table. Il faut les sensibiliser.* (Femme déplacée interne adulte, Bamako)

*Il faut plus impliquer les femmes parce qu'elles ont été plus touchées par la crise: déplacements, pertes d'emplois des maris, etc.* (Jeune femme, Koutiala)

*Les femmes doivent jouer un rôle dedans car les rebelles ont causé du tort aux femmes. On doit chercher à connaître leurs opinions. Si on n'implique pas les femmes il n'y aura pas de solutions.* (Jeune femme, Kita)

*La femme est la cheville ouvrière de la réconciliation. Si on parle des priorités du pays, il s'agit de la femme et de l'enfant.* (Femme adulte, Kayes)

*Tant que les femmes ne sont pas incluses dans le processus de paix, ce serait difficile.* (Femme déplacée interne adulte, Bamako)

Au regard du rôle spécifique que les femmes peuvent jouer, les participantes suggèrent que les femmes peuvent organiser des réunions se concentrant sur le dialogue et la réconciliation ainsi que prendre part aux négociations. Une participante de Mopti se plaint du manque de représentation des femmes au sein de la commission de réconciliation : « Dans la commission mise en place pour la réconciliation il n'y a qu'une seule femme, du nom d'Oumou Touré de la CAFO. Il faut élargir le groupe en augmentant le nombre de femmes.»

*Les femmes doivent organiser des réunions pour favoriser le dialogue et la réconciliation.* (Jeune femme, Bandiagara)

*Nous pouvons participer aux négociations pour mettre fin aux conflits.* (Jeune femme, Kita)

Elles proposent aussi que les commissions paix et réconciliation soit misent en place aux différents niveaux locaux de gouvernance et que les femmes prennent un rôle actif au sein de ses associations.

De plus, les participantes ont mentionné que les femmes peuvent occuper la fonction de donneur d'alerte afin de prévenir la résurgence d'hostilités. Une participante de Mopti explique comment une femme était prête à impliquer les membres de sa famille élargie dans le but altruiste de mettre fin au conflit : « En pleine crise, c'est une femme de Niafingué qui a été la première à dire que beaucoup de fidèles d'une des mosquées de Taïkiri sont des rebelles venant de Niafingué, Diré et qu'elle les connaît personnellement. Certains sont ces cousins même. Qu'elle donne cette information pour sauver sa patrie.»

*Nous avons des rôles à jouer car si on constate des risques de conflits ou de mésentente à venir, on doit les dénoncer car c'est la femme qui est plus vigilante sur ce plan.* (Femme adulte, Kayes)

En réfléchissant sur le rôle qu'elles peuvent jouer dans le processus de réconciliation, beaucoup ont simplement dit qu'elles continueraient de prier pour la paix.

Certaines se voient endosser un rôle plus actif : en promouvant une atmosphère favorable au pardon dans le pays et en réunissant les partis en conflit, en participant à l'aide humanitaire



en donnant de la nourriture ou de l'argent aux populations déplacées et aux réfugiés, ou en alertant les autorités si elles perçoivent des activités suspicieuses qui pourraient animer la reprise du conflit.

*On doit semer la culture du pardon dans les esprits pour une réconciliation nationale.* (Femme adulte, Kayes)

*Organiser des campagnes de sensibilisation au niveau de notre association.* (Jeune femme Sonrhäï, Gao/Tombouctou)

*Négociatrices, parce que nous sommes les mères des enfants Bambara, Peuhls, Sonbraï. Nous sommes des mères des deux côtés, donc c'est à nous de négocier entre nos enfants maintenant.* (Femme déplacée interne adulte, Bamako)

*Faire de l'humanitaire en donnant de l'argent, des vivres.* (Jeune femme, Koutiala)

Les participantes pensent aussi qu'il est important d'inclure des leaders chrétiens et musulmans dans le processus en raison de leurs autorités morales.

En outre, les participantes ont exprimé le besoin d'inclure les jeunes filles et garçons dans ses discussions car ils et elles représentent le futur du pays.

*L'avenir du pays est avec les jeunes car c'est leur combat qu'on est en train de mener – raison pour laquelle ils doivent être impliqués dedans.* (Femme adulte, Kayes)

## VI. Les Préoccupations des Femmes Déplacées

### **1. En plus des difficultés financières auxquelles elles font face dans leur intégration dans le tissu social et économique de Bamako, les femmes déplacées sont aussi confrontées à des obstacles administratifs.**

Les femmes déplacées qui vivent à Bamako expriment des frustrations au regard du manque de progrès dans le traitement des problèmes qu'elles continuent de rencontrer. Tout d'abord, elles font face à des difficultés financières puisque le revenu des activités familiales a été interrompu par le conflit. En conséquence, elles ont des difficultés pour s'offrir de la nourriture ou un logement décent. En outre, elles maintiennent qu'elles rencontrent des problèmes dans leur intégration au sein de la vie sociale de Bamako.

*On attend tout, mais on ne voit rien.* (Femme déplacée interne adulte, Bamako)

De plus, elles décrivent les problèmes et sacrifices qu'elles ont eu à supporter dans leurs interactions avec le Gouvernement. Elles relèvent qu'une partie de l'aide qui leur était destinée a été détournée pour arriver dans les mains d'habitants de Bamako. Une participante décrit la manière dont elle essaya de régler ce problème mais fut submergée par une tempête bureaucratique n'aboutissant à rien : « Nous on a posé le problème, on est même allé voir le Premier ministre pour ça. Il nous a pris rendez-vous avec le Ministre de l'Action

Humanitaire. On a rencontré le Ministre un mois après. On nous a dit d'aller à la Direction Nationale des Affaires Humanitaires. Il nous a dit d'amener la liste de nos déplacées qui sont restées. Gao, Tombouctou et Kidal, on les a amenées, il a promis que le 8 mars il va faire la donation. Qu'est ce qui se passe ? Un mois après il dit d'aller voir le Directeur National de l'Action Sociale. On est parti et ils ont fait une réunion avec nous, donc il faut qu'on reprenne le recensement, par Commune encore ! Ils vont vérifier, nous on a dit qu'il n'y a aucun problème. On a nos listes avec nous. Près de deux mois après, on attend toujours».

Une autre participante venant de Tombouctou se rappelle comment elle a essayé d'évaluer l'état de sa propriété endommagée, comme demandé par le gouvernement, mais dû faire face à un huissier corrompu : « ...il n'y a qu'un seul huissier qui est resté là-bas, et il a demandé 300.000 CFA pour faire l'état, pour envoyer le dossier ici au niveau de la Chambre de commerce et personne n'a pu faire. 300.000 ou bien 200.000, comment on va enlever ça ?»

Elles pensent qu'une reconstruction complète ne peut se produire qu'une fois que la paix sera établie ; dans cette optique, elles expriment un souhait fort de voir le Gouvernement redoubler ses efforts pour atteindre une solution réelle et durable au conflit.

Une participante demande que le Gouvernement travaille directement avec les rebelles en stoppant l'utilisation d'intermédiaires : « Que le gouvernement là s'investisse dans la recherche de la paix, la véritable paix. Il ne faut pas chercher en Algérie, il ne faut pas chercher au Burkina Faso. Il faut vraiment aller vers ces gens-là. Ce sont nos frères, ce ne sont pas des étrangers ... Il faut aller discuter avec les groupes armés pour trouver la vérité et faire une paix durable et vraie ».

## VII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Dans cette étude, les femmes et les filles maliennes décrivent une myriade de défis auxquelles elles doivent faire face. Certains de ces défis ne renvoient pas exclusivement aux femmes (tel que le cout élevé de la vie ou le manque d'opportunités professionnelles), mais dans leur divers rôles de femmes, mères et filles, elles vivent ces difficultés d'une manière particulière et souvent plus intense que les hommes.

De plus, elles font face à des obstacles uniquement attachés à leur condition féminine. Elles reconnaissent que les opportunités pour elles ont augmenté ces dernières années, mais elles identifient différents secteurs dans la société où elles continuent de se sentir discriminées. Elles pensent que les femmes ont la capacité de jouer un rôle d'une plus grande envergure dans la vie politique et sociale malienne mais sont contraintes par des mœurs sociales, la peur des hommes, le manque d'attention voulue de la part de la classe politique traditionnelle ainsi que leur manque de financement et de confiance en elles-mêmes. Les trois principaux domaines dans lesquels elles voudraient voir les femmes avoir plus d'opportunités sont l'éducation, l'emploi et la vie politique. Elles croient aussi que les femmes ont un rôle clé à jouer dans les processus de paix et de réconciliation.

Elles se sentent intimidées à l'idée d'exprimer leurs préoccupations aux élus publics ou sont simplement ignorées lorsqu'elles essaient de s'exprimer dans ces instances. Elles maintiennent que les partis politiques font attention aux préoccupations des femmes et aux femmes candidates seulement avant les élections pour servir des besoins stratégiques électoraux mais une fois au pouvoir, ils abandonnent leurs promesses.

Elles n'ont toujours pas vu la preuve que le Gouvernement à Bamako serait en passe de faire des avancées significatives sur les questions qui intéressent et touchent les femmes. Elles sont déçues par les élus locaux qu'elles perçoivent comme des personnes purement soucieux de leur intérêts individuels. Elles pensent que sans des femmes à la tête de responsabilités et du pouvoir politique, leurs situations ne verront pas d'améliorations radicales. En l'absence d'autres méthodes pour exercer leur influence, elles sont lucides et prêtes à user le pouvoir des urnes pour se débarrasser des élus qui ne satisfont pas leurs attentes.

Au regard des résultats de cette étude, les acteurs clés du pays (élus officiels, leaders et membres du Gouvernement, parties politiques et les organisations de la société civile) doivent pouvoir considérer les recommandations suivantes afin de répondre aux préoccupations et attentes des femmes afin dans le soutien à la réalisation de leur désires et aspirations

### Les Elus nationaux et les Membres du Gouvernement

- Développer et soutenir un programme complet afin d'encourager les femmes à exprimer leur critiques, en multipliant les rencontres, en établissant des réunions ou des forums réguliers et surtout en créant et en communiquant sur les voies que les femmes peuvent emprunter pour exprimer leur vues.

- Créer un plan d'action élargi qui aborde les préoccupations des femmes (un plus grand accès à l'éducation, à l'emploi et aux responsabilités politiques). Même en lançant des initiatives à petite échelle, celles-ci peuvent faire une différence et démontrer que les préoccupations des femmes sont prises en compte.
- Intensifier les efforts pour lutter contre l'analphabétisme chez les femmes.
- Envisager l'allocation de subventions pour aider au financement des coûts scolaires tels que les frais d'inscription, les livres ou les transports. Subventionner ses dépenses peut inciter les parents à laisser leurs filles finir leur cycle éducatif.
- Développer et financer des programmes pour la création d'emploi (comprenant des formations professionnelles) destinés aux femmes.
- Rechercher des moyens de rendre plus accessible et pratique le micro-crédit aux femmes (par exemple, en réduisant le risque d'endettement).
- Intensifier les efforts pour maintenir les citoyens et citoyennes informé(e)s de l'évolution des efforts en direction de la paix et de la réconciliation.
- Inclure d'avantage de femmes et d'associations féminines dans la planification et les négociations qui ont trait aux processus de paix et réconciliation.
- Réduire les obstacles bureaucratiques qui entravent l'acheminement de l'aide vers les femmes déplacées et leurs familles.
- Mener des campagnes d'éducation civique auprès des populations qui ont un manque de connaissances sur le processus électoral.
- Proposer et voter une loi sur le quota pour une plus grande représentativité des femmes aux postes nominatifs et électifs.

### Les Partis Politiques

- Initier des programmes qui permettent de communiquer et de recueillir les opinions de l'électorat féminin.
- Développer un manifeste et créer un plan élargi d'actions pour aborder les problèmes qui touchent le plus les femmes (un plus grand accès à l'éducation, à l'emploi, et aux responsabilités politiques)
- Etablir un plan qui identifie les candidates potentielles pour les soutenir par le renforcement des capacités, sur le plan financier, matériel et moral.
- Envisager de positionner plus de femmes en tête de listes électorales.
- Inviter les élus locaux régionaux et nationaux à faire des restitutions de leurs activités aux femmes et aux filles dans les communes, les cercles, les Régions au cours de leur mandat.
- Inviter les élu(e)s à la tenir leurs promesses électorales.
- Inciter les partis politiques à appliquer les quotas pour plus de représentativité des femmes au niveau des instances de décisions.

### Les Organisations de la Société Civile

- Entreprendre des activités qui permettent d'intensifier l'identification et les discussions sur les questions importantes pour les femmes.
- Encourager une responsabilisation du Gouvernement en rapportant les promesses faites sur les questions touchant les femmes et évaluer à quel niveau ses promesses ont été tenu.

- Développer des ateliers pour renforcer les capacités des femmes/jeunes filles en leadership et pour augmenter leur confiance en soi.
- Mener des campagnes d'éducation civique qui ciblent les hommes et en particulier les nouvelles générations, afin de les sensibiliser aux préoccupations des femmes mais aussi de démontrer que les femmes ont des compétences de leadership et montrer de manière visible le rôle important que les femmes peuvent jouer dans la vie sociale et politique du Mali.
- Continuer de mener des campagnes d'alphabétisation et renouveler les efforts afin de démontrer l'importance de maintenir les filles à l'école.
- Commencer un dialogue national autour de la question du renforcement de la participation des femmes en politique, en abordant la possibilité de créer des quotas électoraux.
- Pousser pour une plus grande participation des femmes et des organisations féminines dans les efforts de paix et réconciliation.
- Travailler avec les femmes déplacées afin que le Gouvernement puisse prendre en compte plus sérieusement leurs problèmes et les aider à se frayer un chemin à travers les obstacles bureaucratiques qu'elles rencontrent.
- Inciter les jeunes filles à s'organiser ou à intégrer les organisations de la société civile pour bénéficier des renforcements des capacités.

## ANNEXE A: PROVENANCE DES GROUPES DE DISCUSSIONS ET LEUR PROFILS DEMOGRAPHIQUES

DATE	TAILLE DE GROUPE	REGION	VILLE	ETHNIE	RELIGION	AGES	EDUCATION
26/4/14	10	Gao <sup>17</sup>	Gao	Sonhrai	Musulmane	21-35	Non scolarisé (2) Secondaire (8)
24/4/14	10	Gao	Gao	Tamasheq	Musulmane	35-53	Non scolarisé (8) Secondaire (2)
22/4/14	10	Kayes	Kayes	Soninke (9) Peulh (1)	Musulmane	29-50	Non scolarisé(2) Primaire (8)
24/4/14	10	Kayes	Kita	Bambara (2) Peulh (3) Malinke (2) Dogon (3)	Chrétienne	18-29	Primaire (3) Secondaire (7)
24/4/14	10	Mopti	Bandiagara	Dogon (9) Minyanka (1)	Musulmane	19-32	Non scolarisé (1) Primaire (6) Un peu de Secondaire (3)
22/4/14	10	Mopti	Mopti (stade Barema-Bocoum)	Dogon (1) Bella (1) Sonhrai (4) Bobo (1) Somono (1) Peulh (1) Bamanan (1)	Musulmane	37-57	Non scolarisé(4) Primaire (6)
		Bamako	Banconi	Sonhrai (1)	Musulmane	30-58	Non scolarisé

<sup>17</sup> En raison de la situation sécuritaire précaire à Tombouctou et à Kidal durant la période de travail sur le terrain, les participantes venant de ces Régions ont été transportées à Gao pour les discussions. Chaque groupe à Gao comprenait cinq participantes de Tombouctou et cinq participantes de Kidal.

	10			Bambara (5) Malinke (2) Soninke (1) Inconnu (1) <sup>18</sup>			
25/4/14	10	Bamako	Bamako – Femmes Déplacées	Sonhrai (6) Tamasheq (3) Arabe (1)	Musulmane	32-56	Secondaire <sup>19</sup>
26/4/14	8	Bamako	Bamako - Maison des Femmes de Rive Droite	Dogon (2) Peulh (1) Bambara (2) Malinke (1) Sarakole (2)	Musulmane	23-32	Université (7) Master (1)
24/4/14	10	Koulikoro	Koulikoro	Malinke (2) Bambara (5) Somono (2) Sarakole (1) Griote Soninke (1)	Musulmane	31-48	Primaire
22/4/14	10	Sikasso	Koutiala	Minianka (7) Bowa (3)	Chrétienne	15-25	Secondaire (7) Professional (3)
22/4/14	10	Ségou	San	More Soninke Bambara Bozo Sonhrai Bowa (3) Peulh Senoufo	Musulmane (8) Chrétienne(2)	18-29	Primaire (3) Secondaire (7)

<sup>18</sup>Une participante a indiqué “forgeronne” comme ethnie.

<sup>19</sup>Toutes les participantes ont atteint au moins niveau 5, deux ont eu un peu de lycée, deux sont des professeurs, et une a son master.

## ANNEXE B : GUIDE D'ENTRETIEN DE MODÉRATRICE

Guide d'entretien des groupes de discussion

Mali

Avril 2014

### I. PRÉSENTATION

[FAITES LES SALUTATIONS TRADITIONNELLES]

Bonjour, je m'appelle \_\_\_\_\_ et je suis ici avec ma collègue à côté de moi \_\_\_\_\_. Nous travaillons au nom de l'Institut National Démocratique pour les Affaires Internationales (NDI), qui est une organisation non-gouvernementale (ONG) qui voudrait mieux comprendre les opinions des femmes maliennes au sujet des enjeux importants dans cette Région. Nous facilitons d'autres séances au travers du pays. A la fin des discussions, nous rédigerons un rapport qui sera disponible pour tous les acteurs du développement du Mali, y compris les ONGs et les Bailleurs de Fonds pour qu'ils puissent améliorer leur compréhension des priorités des femmes maliennes. Je suis la modératrice de notre discussion aujourd'hui.

- Aujourd'hui, mon travail, c'est d'apprendre de vous.
- Il n'y a pas de bonne ou de mauvaise réponse aux questions que je vais vous poser.
- Je voudrais que tout le monde participe activement et également aujourd'hui. Tous les points de vue sont importants. Il peut arriver que vous ayez opinions différentes les unes des autres, sachez que cela est tout à fait normal. Tout le monde aura la chance de s'exprimer.
- Vous êtes priés de vous exprimer librement et sans crainte.
- Nous sommes toutes des femmes ici, je suis femme comme vous, donc soyez à l'aise pour dire ce que vous pensez vraiment.
- J'ai cet enregistreur pour m'aider à écrire le rapport. Je n'utiliserai ni vos noms ni prénoms dans le rapport.
- Ma collègue travaille avec moi pour prendre des notes qui m'aideront à rédiger le rapport, mais je répète que je ne citerai pas de nom.
- S'il vous plaît, demandez la parole avant de parler.
- S'il vous plaît, parlez fort et chacune à son tour pour que l'enregistreur puisse vous enregistrer.

Je vous remercie pour votre présence et votre participation aujourd'hui. Qui a des questions avant de commencer?

[RÉPONDEZ AUX QUESTIONS QUI NE SONT PAS LIÉS AU SUJET DE DISCUSSION, REPORTEZ LES QUESTIONS PERTINENTES À LA FIN DU SÉANCE.]



NOTEZ LES QUESTIONS AU FUR ET À MESURE SUR UN TABLEAU À COTÉ

[FAITES LES INTRODUCTIONS DES PARTICIPANTS. DEMANDEZ QU'ELLES DÉCRIVENT LEURS ACTIVITÉS QUOTIDIENNES, LEUR TRAVAIL, ET LEUR VILLAGE.]

Maintenant, on peut commencer.

## II. QUESTIONS GÉNÉRALES

1. À votre avis, comment va le Mali ces temps-ci? La situation progresse-t-elle dans la bonne ou la mauvaise direction? [C'EST IMPORTANT QUE TOUT LE MONDE RÉPONDE AVANT QUE VOUS POSEZ LA PROCHAINE QUESTION—COMPTEZ LES MAINS LEVÉS, COMBIEN PENSENT QUE C'EST LA BONNE OU LA MAUVAISE DIRECTION; COMPTEZ LES MAINS AVANT DE LE DISCUTER.]
2. D'après vous qu'est-ce qui marche bien?
3. Qu'est-ce qui ne marche pas bien?
4. Quels sont les défis particuliers auxquels sont confrontées les femmes maliennes?

## III. LE RÔLE DES FEMMES À L'ÉCHELLE COMMUNAUTAIRE

1. Quel rôle jouent les femmes dans votre communauté?
2. À votre avis, comment se fait la répartition des tâches entre les femmes et les hommes? Qu'est-ce que vous pensez sur cette répartition?
3. Pensez-vous que les femmes et les hommes ont les mêmes droits globalement dans votre communauté?
  - a. Dans quels domaines ont-elles l'égalité des droits?
  - b. Dans quels domaines elles n'ont pas l'égalité des droits?

**[INTERROGEZ SI PERSONNE NE DIT:** la prise de décision de ménage; une répartition des tâches de ménage entre les femmes et les hommes; le réglage de l'argent; l'accès à l'éducation; l'accès aux soins médicaux; l'accès à l'emploi]

4. Êtes-vous contentes avec la situation actuelle ou voulez-vous que les femmes aient plus de droits? Lesquels?
5. Quand vous pensez à la situation des femmes au Mali, à votre avis, les femmes, ont-elles plus d'opportunités qu'elles avaient il y a dix ou quinze ans? Si oui, quelles sont les nouvelles opportunités?

6. Voulez-vous d'autres opportunités, mais qui n'existent pas pour les femmes à ce jour ?

#### IV. LES FEMMES ET LA VIE PUBLIQUE

1. Existe-il des femmes leaders qui font du bon travail au niveau de votre communauté ou au niveau national?
  - a. [SI OUI :]. Pourquoi sont-elles les bons leaders? [DEMANDEZ LES NOMS SPÉCIFIQUES SI C'EST AU NIVEAU NATIONAL.]
2. Dans le domaine du leadership, quelles sont les forces qui appartiennent aux femmes par rapport aux hommes – s'il y en a? [**INTERROGEZ SI PERSONNE NE DIT:** *la résolution des conflits, sensible, compatissant, moins partisan, moins hiérarchique, disposées au consensus, collaborative, etc.*]
3. Dans le domaine du leadership, quelles sont les contraintes spécifiques - s'il y en a - qui s'imposent aux femmes dans la société malienne et que les hommes n'ont pas?
4. Dans le domaine du leadership, quelles sont les points faibles spécifiques aux femmes leaders - s'il y'en a ?
5. Maintenant on va parler de la société civile. Pensez-vous que c'est bien que les femmes participent activement aux OSC ou pas? Si oui, pourquoi? Si non, pourquoi? [**EXPLIQUEZ, SI NECESSAIRE:** *Quand je parle de la société civile, ça veut dire les organisations non-gouvernementales et les organisations à but non-lucratif qui sont présentes dans la vie publique et qui exprime les intérêts ou valeurs des membres ou des autres.*]
6. Maintenant nous allons parler des femmes élues au niveau local et au niveau national. Est-ce une bonne idée que ces femmes occupent ces positions ou pas? Si oui, pourquoi? Si non, pourquoi ?
7. À votre avis, les femmes, ont-elles les compétences nécessaires être des dirigeantes à l'échelle communautaire? Pourquoi ou pourquoi pas?
8. Les femmes, peuvent-elles être des hauts cadres et des députées efficaces ?
  - a. Par exemple, peuvent-elles être les maires, gouverneurs, préfets, sous-préfets, ministres, ou présidentes?
  - b. Peuvent-elles être efficaces comme députées dans l'Assemblée Nationale ?
  - c. Sont-elles plus efficaces dans tel ou tel rôle? Pourquoi?
9. Existement-ils des obstacles qui empêchent les femmes de s'impliquer dans la vie politique? [**INTERROGEZ SI PERSONNE NE DIT:** les normes culturelles (ce n'est pas le rôle des femmes, elles devraient rester à la maison avec les enfants); un manque de financements ou réseau; un manque de confiance en soi; un manque de désir ; les attitudes des responsables des partis politiques et des hommes politiques; le point de vue que les hommes politiques ne sont pas de bonne moralité; les lois et le système politique actuel]

## V. PERCEPTION DU SYSTEM ÉLECTORAL

1. Quelles sont les étapes du vote? [ESSAYEZ D'ÉTABLIR COMBIEN DE FEMMES DANS LE GROUPE CONNAISSENT LES ÉTAPES.]
2. D'habitude, votez-vous dans les élections?
  - a. **[SI OUI]:** Pourquoi?
  - b. **[SI NON]:** Pourquoi pas?
3. **[DEMANDEZ A CELLES QUI VOTENT]** : D'habitude, sur quelles bases votez-vous? **[INTERROGEZ SI PERSONNE NE DIT:** les cadeaux, le charisme du candidat, les promesses électorales, le programme, la décision du mari ou de la famille]

## VI. LES PERCEPTIONS DES PARTIS POLITIQUES

1. À quoi pensez-vous quand vous entendez le terme “parti politique”?
2. À votre avis, quel niveau d'attention ont les partis politiques fait au recrutement des femmes comme candidates et en appuyant leurs campagnes ?
  - a. Est-ce suffisant?
3. Les partis politiques font-ils du bon travail ou du mauvais travail par rapport aux besoins et intérêts des femmes ? Pourquoi ? **[INTERROGEZ SI PERSONNE NE DIT :** *parlent-ils des priorités des femmes publiquement? soutiennent-ils régulièrement des lois qui répondent aux besoins et attentes des femmes ?*]
4. Pensez aux élections présidentielles et législatives, est-ce que les partis ont bien fait ou pas bien fait dans leurs efforts d'attirer les femmes électrices ? Pourquoi ?
5. Avez-vous essayé de communiquer avec un fonctionnaire de l'état ou un responsable d'un parti politique?
  - a. Si oui:
    1. Sur quel sujet?
    2. Comment?
    3. Était-il facile?
    4. Étaient-ils réceptifs?
  - b. Si non:
    1. Pourquoi?
    2. Quelle situation pourrait vous permettre d'engager un dialogue avec un fonctionnaire de l'état ou un responsable d'un parti politique?

## VI. LES QUOTAS DESTINÉS À ENCOURAGER LA PARTICIPATION DES FEMMES À LA VIE POLITIQUE

1. Connaissez-vous le taux des députés femmes à l'Assemblée Nationale et aux postes élus locales ? [DEMANDEZ LES ESTIMÂTIONS DE TOUT LE MONDE; *informez que le taux dans l'AN c'est 9.5%, 1% des maires, et 9% des représentants locaux.*]
  - a. Pensez-vous que les taux devraient monter, descendre, ou rester au même niveau? Pourquoi?
2. Avez-vous en tête la proportion de femmes idéale dans le Gouvernement pour qu'il soit efficace et représentatif?
3. Pensez-vous qu'il y a un besoin des lois qui facilitent la participation des femmes dans les élections afin d'aller vers une proportion idéale de femmes élues *même si des hommes doivent perdre leurs postes*? Pourquoi ou pourquoi pas?

## VII. LA PERFORMANCE DU GOUVERNEMENT ET LA GOUVERNANCE

1. Je voudrais parler du Gouvernement. Pensez-vous que le Gouvernement central à Bamako fait du bon ou du mauvais travail par rapport à vos intérêts? Prend-il en compte vos soucis? **[LA SUITE: Pourquoi/pourquoi pas?]**
2. On passe aux députés de l'Assemblée Nationale. Malgré le fait qu'elle est mise en place depuis peu de temps, fait-elle du travail efficace par rapport aux problèmes qui vous concernent? **[LA SUITE: Pourquoi/pourquoi pas?]**
  3. Savez-vous qui est votre député? [ESSAYEZ D'ÉTABLIR COMBIEN DE FEMMES DANS LE GROUPE SAVENT QUI EST LEUR DÉPUTÉ.]
4. Si vous étiez la responsable d'une association des femmes, quelles stratégies utiliseriez-vous pour attirer l'attention du Gouvernement central et des députés sur les préoccupations des femmes ?
  - a. Quelles stratégies leur recommanderiez-vous pour qu'ils puissent répondre aux préoccupations des femmes avec des solutions efficaces ?
5. Maintenant, pensez à vos autorités communales. Pensez-vous que vos autorités communales font du bon ou du mauvais travail par rapport à vos intérêts? Prennent-elles en compte vos soucis? **[LA SUITE: Pourquoi/pourquoi pas?]**
6. Si vous étiez la responsable d'une association des femmes, quelles stratégies utiliseriez-vous pour attirer l'attention des autorités communales sur les préoccupations des femmes ?
  - a. Quelles stratégies leur recommanderiez-vous pour qu'ils puissent répondre aux préoccupations des femmes avec des solutions efficaces ?

## VIII. LE PROCESSUS DE LA PAIX ET LA RÉCONCILIATION ET DE RECONSTRUCTION

1. Qu'est-ce que vous savez par rapport au processus de paix et de réconciliation en cours au Mali au niveau national ces jours-ci ?
2. Connaissez-vous des institutions publiques qui s'impliquent dans le processus ou qui travaillent sur le thème de la réconciliation? Si oui, qui sont-elles? Qu'est-ce qu'elles font?
3. Connaissez-vous des organisations de la société civile qui s'impliquent dans le processus ou qui travaillent sur le thème de la réconciliation? Si oui, qui sont-elles ? Qu'est-ce qu'elles font?
4. Qu'est-ce que vous savez du processus de paix et de réconciliation qui ont lieu à l'échelle communautaire ces jours-ci?
5. Que pensez-vous sur du travail déjà fait (au niveau national et à l'échelle communautaire)? Pensez-vous que ces efforts sont suffisants?
6. Qui sont les groupes les plus importants de la population qui devraient être inclus dans le processus?
7. **[INTERROGEZ SI PERSONNE NE DIT :]** Les femmes, doivent-elles jouer un rôle dans ce processus ? Si ou, quel rôle particulier?
8. Voyez-vous un rôle pour vous même dans le processus de paix et de réconciliation? Si oui, quel genre de rôle voulez-vous jouer ?

### [UNIQUEMENT POUR LE GROUPE DES FEMMES DÉPLACÉES] :

9. Quelles sont les difficultés spécifiques que rencontrent les femmes et les filles déplacées ?
10. Quelles sont vos attentes par rapport aux programmes de reconstruction en cours dans le pays ?
11. Connaissez-vous des Associations au Nord qui travaillent sur la question ? Si oui, lesquelles ?
12. Comment pensez-vous que vos besoins et intérêts peuvent être pris en compte par les programmes de reconstruction ?

Je vous remercie pour votre participation et votre présence aujourd'hui.

## ANNEXE C : AU SUJET DE L' AUTEUR

**Andrea L. Levy** est une Consultante Indépendante auprès de plusieurs organisations, y compris le National Democratic Institute. Elle a travaillé dans le domaine de la recherche depuis 22 ans. Elle était auparavant la directrice du programme de recherche pour le NDI au Soudan et a par la suite réussi des études de recherche de NDI en Somalie, le Burundi, l'Angola, l'Algérie et la Côte d'Ivoire. Son expérience de recherche internationale comprend des projets mis en œuvre pour les Gouvernements de la Pologne, de la Bolivie, de la Colombie, du Pays de Galles, de l'Indonésie et des Bahamas. Avant de travailler avec le NDI, elle a été consultante de recherche auprès plusieurs entreprises de conseil en communication à New York, y compris les SS + K et Miner & Co. Studio, où elle a géré et mené des recherches sur l'opinion pour des entreprises Fortune 500 à partir d'une variété d'industries. Elle est titulaire d'une Maîtrise en Relations Internationales de School of Foreign Service de l'Université de Georgetown.



AMBASSADE DU  
DANEMARK



Copyright © National Democratic Institute 2014